

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

LE SOCIALISME DE COLINS

Thèse pour le doctorat (sciences politiques et économiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Mardi 23 Avril 1912, à 4 h. 1/2

PAR

GABRIEL PARENT

Président : M. DESCHAMPS, Professeur.

Suffragants { M. GIDE,
M. TRUCHY, } Professeurs.

BEAUNE

IMPRIMERIE BEAUNOISE

1912

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

LE SOCIALISME DE COLINS

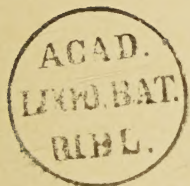
Thèse pour le doctorat (sciences politiques et économiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Mardi 23 Avril 1912, à 4 h. 1/2

PAR

GABRIEL PARENT



Président : M. DESCHAMPS, Professeur.

Suffragants { M. GIDE,
M. TRUCHY, } Professeurs.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41549923_0060

A la mémoire de mon Père.

A ma Famille.

Témoignage d'affection.

INTRODUCTION

Jean-Guillaume-César-Alexandre-Hippolyte, baron de Colins, fils du chevalier Colins de Ham, naquit à Bruxelles, le 24 Décembre 1783. Elevé exclusivement par sa mère jusqu'à l'âge de 7 ans, il fut alors placé par son père, pour y faire son instruction, chez un ancien jésuite, vicaire à Dison. Il s'enrôla ensuite comme volontaire dans l'armée française, au moment où Napoléon était sur le point de tenter une descente en Angleterre, et conquist tous ses grades (1) sur les champs de bataille.

En 1819, il alla s'établir à la Havane où il exerça la médecine.

De retour en France après la Révolution de 1830, il s'affilia à une conspiration bonapartiste. En 1833, il s'occupa d'études scientifiques et publia, en 1835, son premier ouvrage : *Du Pacte Social*.

Accusé, en 1848, d'avoir pris part aux journées de Juin, il fut grâcié. Il mourut à Paris, le 12 Novembre 1859.

(1) Colins fut colonel. — Il conçut, paraît-il, le projet d'aller enlever, en aérostat, Napoléon prisonnier à Sainte-Hélène.

Colins publia un grand nombre d'ouvrages (1). Presque tous furent édités « aux frais d'un adhérent tout dévoué à la propagation des doctrines de l'auteur » (2). Ces ouvrages sont généralement mal composés : Colins y présente ses idées sans ordre et en fait précéder ou suivre l'exposé de citations si nombreuses, elles-mêmes accompagnées de longs commentaires, qu'il est très difficile de suivre sa pensée, surtout quand il développe ses vues philosophiques ; où celles-ci tiennent une place importante dans son œuvre, car c'est sur elles qu'il prétend asseoir tout son système de réorganisation sociale.

Ce dernier peut se résumer d'un mot : le sol doit devenir propriété collective pour que disparaissent de la société les deux tares dont elle est actuellement affectée, savoir : l'ignorance et le paupérisme. Ce but sera atteint par l'instauration du « socialisme rationnel » défini par Colins, « l'anéantissement de tout paupérisme, tant moral relatif aux connaissances, que matériel relatif aux richesses » (3) : la socialisation du sol fera disparaître le paupérisme maté-

(1) En voici la liste :

Du Pacte Social et de la Liberté Politique considérée comme complément moral de l'Homme. (2 vol. in-8°, 1835, Moutardier, lib.-édit. Paris).

Qu'est-ce que la Science Sociale ? (4 vol. in-8°, 1851-1854, Garnier frères).

L'Economie Politique, source des Révolutions et des Utopies prétendues Socialistes. (3 vol. in-12, 1856-1857, Librairie Générale, Paris).

Société Nouvelle; sa nécessité. (2 vol. in-8°, 1857, Firmin Didot Frères).

De la Souveraineté. (2 vol. in-8°, 1857-1858, Firmin Didot Frères).

Science Sociale. (5 vol. in-8°, 1857, Firmin Didot Frères).

De la Justice dans la Science hors l'Eglise et hors la Révolution (3 vol. in-8°, 1861, Librairie de la Science Sociale, rue Jacob, Paris).

Colins écrivit aussi, en 1848, dans quelques journaux : « La Révolution Démocratique et Sociale », « Le Tribunal des Peuples » et « La Presse ».

(2) *De la Justice*, t. 1. Préface d'E. DE GIRARDIN.

(3) *Qu'est-ce que la Science Sociale ?*, t. 1, p. 3.

riel en mettant gratuitement à la disposition de tout travailleur la parcelle de sol dont il a besoin pour produire, — et, par voie de conséquence, entraînera l'extinction du paupérisme moral en permettant de dispenser à tous les membres de la société l'éducation et l'instruction, jusqu'alors privilèges des seuls propriétaires terriens. Quant à la manière dont pourra s'opérer ce changement dans le régime de la propriété foncière, Colins déclare qu'il ne pourra être réalisé qu'avec « le concours de ceux qui se trouvent, maintenant, à la tête de la société : par l'intelligence, et, par la richesse » (1) ; mais qu'à cette condition, il aura lieu « sans désordre ».

Avant de faire connaître les règles nouvelles auxquelles Colins rêve de soumettre la vie économique et sociale de l'humanité, nous exposerons les vues philosophiques et historiques qui leur servent de bases ; puis, après avoir indiqué comment, désormais, seront régies, d'une part la production et la répartition des richesses, d'autre part l'éducation et l'instruction, nous décrirons l'organisation politique de l'Etat futur, telle que l'imagine l'auteur du *Pacte Social*.

(1) *Science Sociale*, t. v, p. 350. — Pour Colins, d'ailleurs, la socialisation du sol est « la réforme primordiale, la condition préalable de toute transformation des sociétés dans le sens de la subordination du capital au travail ». (VAN-DEVELDE : *Le Socialisme Agraire*, p. 447, Giard et Brière, 1908). — Tout autre est l'opinion de Karl Marx, pour qui la socialisation du sol paraît devoir suivre, plutôt que précéder, la socialisation des principales industries, et ne semble devoir être accomplie que par l'effort des prolétaires conscients de l'exploitation dont ils sont victimes.

CHAPITRE I

Bases du Système Colinsien

Colins est à la fois spiritualiste et athée : il proclame nécessaire l'existence de l'âme immortelle dont il fait le fondement des notions de morale, de justice et d'égalité des droits, mais il nie Dieu et donne de l'origine de l'univers une explication matérialiste. Toutefois, s'il repousse avec la même énergie l'anthropomorphisme et le panthéisme, il reconnaît néanmoins que ces doctrines religieuses ont été avec raison imposées aux hommes à certaines époques de l'histoire de la société pendant lesquelles, étant donné l'état des intelligences et des connaissances, elles ont contribué au maintien de l'ordre social.

Nous allons voir successivement comment Colins explique la genèse du monde, pourquoi il écarte les conceptions anthropomorphique et panthéiste, sur quels arguments il s'appuie pour établir la nécessité de l'âme immortelle, et quelles raisons historiques il donne du règne de l'anthropomorphisme et du panthéisme.

§ I. Vues philosophiques

Colins n'admet pas qu'il existe un Dieu (1), c'est-à-dire un être anthropomorphe surnaturel, créateur de l'univers

(1) Pour lui, ce mot n'est que synonyme de sanction religieuse, justice éternelle, ordre moral, « éternelle harmonie entre la liberté des actions et la fatalité des événements ».

et de l'homme en particulier. Il juge l'idée de création absurde et la rejette comme impliquant négation de la liberté humaine.

L'idée de création est absurde, dit-il, elle suppose qu'il est possible de faire quelque chose de rien, ce qui est insensé, car « de rien, rien ne peut venir » (1). La formation du monde s'explique tout simplement par la seule force inhérente à la matière : celle-ci est éternelle et active par essence, la vie est une de ses propriétés. Primitivement à l'état igné comme toutes les nébuleuses, le globe terrestre s'est ensuite peu à peu refroidi ; les eaux s'y sont étalées et les êtres vivants y ont apparu successivement dans un ordre de complexité croissante. L'homme s'est montré le dernier. Son apparition a eu lieu après de nombreuses catastrophes géologiques qui, déjà avaient fait disparaître de multiples espèces animales et végétales. Est-il le résultat de la transformation d'une espèce inférieure en une espèce supérieure ou une « formation spontanée de la force en corps » (2), c'est là une question sans importance au dire de Colins, pour qui la formation spontanée du corps de l'homme n'est « pas plus difficile à concevoir que la formation spontanée d'un univers », « ce qui appartient à l'ordre éternel » n'ayant, d'après lui, « ni pourquoi ni comment » (3).

Mais tout en donnant cette explication de la naissance de l'univers et de l'homme, Colins se défend d'être matérialiste et fait observer, pour le prouver, que, contrairement

(1) *Société Nouvelle*, t. II p. 376.

(2) *Science sociale*, t. V, p. 217.

(3) *Science sociale*, t. V, p. 217.

aux matérialistes, il nie que l'âme elle-même, — le « sentiment de l'existence » comme il la dénomme — soit un développement de la vie, un développement de la matière, et cela au nom de la liberté humaine.

Aussi bien est-ce parce que cette liberté est incompatible avec l'idée de création qu'il repousse celle-ci? Si l'homme, en effet, remarque t-il, était créé, il serait un simple automate, accomplissant machinalement les mouvements déterminés par le Créateur, il serait comme l'horloge qui « ne peut se refuser de sonner les heures ou ne peut en sonner dix quand l'horloger veut qu'elle en sonne douze » (1). Dès lors il ne faudrait plus parler de moralité; le bien et le mal n'existeraient pas, l'homme agissant fatalement de telle ou telle manière, n'étant qu'une machine dont le mécanisme a été minutieusement réglé.

Voilà quelles seraient les conséquences de l'anthropomorphisme, si cette conception religieuse était l'expression de la vérité. On prétend bien, ajoute Colins, qu'elle a été inventée pour servir de base à l'immortalité de l'âme et à la sanction des actions humaines. Mais c'est là une invention qui n'a pas de raison d'être, puisque cette immortalité et cette sanction existent par elles-mêmes (2).

La liberté humaine serait-elle plus sauvegardée avec la doctrine panthéiste? Pas davantage. Qu'affirment en effet

(1) *Science sociale*, t. IV, p. 294.

(2) « La croyance en un anthropomorphe quelconque exige un Dieu personnel, arbitraire, punissant, récompensant ou pardonnant selon son bon plaisir. En effet, si la récompense ou le châtement avaient lieu nécessairement, inévitablement, fatalement, comme dérivant de l'éternelle harmonie entre la liberté des actions et la fatalité des événements, à quoi servirait le Dieu personnel? ».

(*De la Justice*, t. II, p. 356.)

les panthéistes ? Que la divinité réside dans l'univers entier et en chacun des êtres qu'il porte, que Dieu c'est la nature elle-même, une par essence. De pareilles prémisses découle cette conclusion que l'âme humaine, la « sensibilité », — autre appellation dont se sert Colins, — est ainsi que les corps, une simple modification de la matière, qu'elle est en tout semblable à l'âme des animaux, laquelle n'est qu'apparente, illusoire. Or les animaux qui paraissent agir librement, ne font en réalité qu'obéir passivement aux impulsions de l'instinct ; ils n'éprouvent que des attractions et des répulsions involontaires et il ne peut être question pour eux de moralité, puisqu'ils ne sont pas libres et que la liberté est condition de moralité.

Et pourtant le panthéisme peut sembler incontestable vis à vis de la raison, c'est à dire scientifique. En effet, « comme la sensibilité, ou la propriété de sentir, de jouir et de souffrir se trouve, en apparence au moins, chez le singe, comme chez l'homme, chez l'éponge comme chez le singe, sauf le degré d'intensité ; comme la séparation entre la série animale et la série végétale n'est qu'arbitraire, et seulement inventée pour faciliter l'étude de la série générale ; il s'ensuit : qu'après avoir admis que chez le singe, le chien, le cheval ou le baudet, il y a sensibilité réelle, vous êtes obligé de conclure, si vous êtes logicien, déclare Colins, que le panthéisme, scientifiquement, est la vérité » (1), sa base scientifique étant « la série continue des êtres ».

C'est justement cette idée que l'homme est compris dans

(1) *Qu'est-ce que la science sociale*, t. iv, p. 8.

la série « continue » des êtres, que Colins combat. Entre l'homme et les animaux il constate une différence capitale consistant en ce que l'homme est libre, tandis que les animaux sont de simples automates, et il explique cette différence par la présence, au sein de chaque être humain, d'une individualité éternelle, incréée, immatérielle, l'âme, dont sont privés les autres êtres vivants.

Immatérielle, l'âme est sans qualités, simple par essence, et il y a entre toutes les âmes identité et égalité. L'âme n'a pu être créée pour la raison que nous avons indiquée plus haut : elle existe de toute éternité et c'est son union à un organisme qui la fait participer à une vie terrestre, à une vie « dans le temps ». Cette union constitue la personnalité humaine, elle permet à l'âme de mériter et de démeriter, en la rendant capable de liberté. Voici comment : l'organisme représente une tendance, celle des passions, l'âme en représente une autre, celle de la raison ; c'est en exerçant un choix entre ces deux tendances que l'âme accomplit un acte de liberté.

L'organisme auquel elle est unie exerce une action sur elle, lui transmet les modifications reçues de l'extérieur et en retour l'âme agit sur l'organisme, actions et réactions donnant naissance aux idées dont un centre nerveux, la mémoire, conserve le souvenir et qui s'expriment par le langage (1). Ce dernier ne peut naître que du contact d'au

(1) Mais penser et parler sont deux actes concomitants, intimement unis : on ne peut penser qu'au moyen des termes par quoi on exprime sa pensée. « Verbe et idée sont inséparables. L'idée est le verbe en dedans, le verbe est l'idée en dehors ». (*Science sociale*, t. IV, p. 228, note 2.)

moins deux personnalités humaines(1), et c'est seulement quand le « verbe » existe que l'âme peut raisonner (2). Bien plus, ajoute Colins, « avant le verbe, il n'y a ni bonté, ni méchanceté ; il n'y a que des tendances, privées de toute moralité »(3), et l'homme n'existe « au propre » que quand il est capable de parler.

Voilà quels sont les rapports de l'âme et de l'organisme. Quand cet organisme meurt, l'âme retombe dans l'éternité et perd le souvenir des actes commis au cours de la vie à laquelle elle vient de prendre part. Mais elle ne rentre dans l'éternité que pour s'unir bientôt à un nouvel organisme et est ainsi soumise à des renaissances successives.

Entre les différentes vies d'une même âme il existe un lien : l'âme étant libre peut mériter et démériter, ce qui implique l'existence du bien et du mal, l'existence de la moralité et par voie de conséquences la nécessité d'une sanction, d'une récompense ou d'une punition. Dès lors les actes humains sont toujours récompensés ou punis, — suivant qu'ils ont été commis conformément ou contrairement

(1) L'homme seul parle, car seul il satisfait aux conditions de développement du verbe qui sont d'avoir une « sensibilité réelle », un cerveau, et de vivre nécessairement en société. Ces conditions étant toutes trois indispensables, quand l'une d'elles fait défaut, le langage ne peut ni naître ni se développer. C'est pourquoi les animaux qui n'ont pas de « sensibilité réelle » ne parlent pas, bien qu'ils aient un cerveau et vivent en société.

(2) « Les hommes ne naissent pas avec des facultés, mais avec une seule faculté virtuelle, la volonté.... »

..... L'intelligence est la propriété résultant d'une individualité nommée âme, immatérielle, simple par essence, dès lors absolument incapable de penser, unie à l'organisme, union donnant à cette âme la propriété de sentir dans le temps, de comparer, puis la faculté de vouloir quand les circonstances permettent le développement de l'intelligence. »

(Qu'est-ce que la Science sociale, t. III, p. 183.)

(3) *Science sociale*, t. IV, p. 183.

aux indications de la conscience de leur auteur, — soit au cours même de l'existence où ils sont accomplis, soit au cours de vies futures ; et toute jouissance ou souffrance (1) que l'âme éprouve en la vie actuelle est toujours et nécessairement la récompense ou la punition d'actions commises dans des vies antérieures. Ce lien qui relie les unes aux autres les vies successives d'une même âme est le lien religieux, et la religion est, d'après Colins, la croyance ou la certitude que la sanction ultra-vitale existe réellement, croyance ou certitude sur laquelle repose l'ordre au sein de toute société humaine. Cet ordre lui-même ne peut exister que si les personnes qui composent la société sont en communion d'idées sur ce qui est juste et injuste. Et cette communauté d'idées ne peut être réalisée, c'est-à-dire imposée, que par la foi ou que par la science (2). Foi et science sont donc les deux seules bases possibles de la société (3) et c'est l'état intellectuel de l'humanité qui détermine laquelle des deux doit servir, à un moment donné, de fondement à l'ordre social. Colins prétend trouver dans l'histoire de la société humaine la justification de ce principe. Voici quelles sont ses vues sur cette question.

§ II. Vues sur l'histoire de la société humaine

Colins distingue dans cette histoire trois périodes carac-

(1) L'immatérialité ne peut souffrir qu'unie à un organisme.

(2) La liberté des cultes, c'est la négation de toute religion. La religion doit être imposée socialement, ou, socialement, elle n'existe pas..... Et quand la religion ne peut pas être imposée..... (elle) devient socialement impossible, et aussi l'ordre social ». (*Qu'est-ce que la Science sociale*), t. 1, p. 380.

(3) La foi et la science sont « intolérantes par essence ». (*De la Justice*, t. 1, p. 655).

térisées par l'état de l'intelligence et des connaissances des hommes et par la souveraineté qui y domine (1). Au cours de la première période, les hommes sont ignorants et le chef de la société peut « comprimer » leur pensée. Cette période commence à l'origine de la société dont l'embryon est la famille primitive : au sein de celle-ci, comme au sein de la tribu (2) qui groupe plusieurs familles naturelles, l'homme, le chef, exerce une autorité despotique sur les personnes qu'il protège. Dans la famille, l'exercice de cette autorité est tempéré par les sentiments d'amour conjugal et d'amour paternel qui animent le dépositaire. Mais ces sentiments ne peuvent plus faire sentir leur influence quand s'accroît l'agglomération humaine sur laquelle s'étend l'au-

(1) La souveraineté est l'ensemble que forme avec sa sanction la règle commune imposée aux membres de la société ; cette règle commune, c'est le droit : la sanction c'est la force ou la raison.

(2) « Il y a eu société, avant qu'il y ait pacte social ». Dès que deux ou plusieurs familles naturelles se réunissent, il y a société. Les chefs de ces familles, par « contrat tacite ou avoué » désignent celui auxquels ils obéiront, le « despote tuteur » qui empêchera l'anarchie de régner entre eux. C'est la première phase du pacte social.

Mais le despote commet des injustices.. La nécessité se fait sentir de régler l'exercice de son pouvoir et ce règlement du despotisme unitaire est fait par une partie des chefs des familles naturelles composant la famille artificielle. Ces chefs qui entreprennent de régler l'exercice du pouvoir despotique forment une aristocratie, ils s'emparent des droits des autres chefs de famille. Deuxième phase du pacte social.

Parmi les familles artificielles, les unes cherchent la règle du pouvoir despotique en dehors de la société, en Dieu, et instaurent le régime théocratique ; les autres n'adoptent pas ce régime et tombent dans l'anarchie. L'anarchie donne naissance à d'autres sociétés ou familles artificielles, lesquelles désignent comme chefs des membres de l'aristocratie et soumettent ceux-ci, en s'y soumettant elles-mêmes, à un chef plus puissant capable, selon elles, de contrôler le pouvoir de leurs chefs immédiats. Troisième phase du pacte social.

La quatrième et dernière phase du pacte social ne fait que commencer : elle verra la société établir enfin vraiment le pacte social, « de manière à régler elle-même avec justice le pouvoir chargé par elle d'éloigner l'anarchie, sans que ce pouvoir puisse jamais devenir du despotisme ».

torité du chef ; et ce chef, dont le pouvoir despotique est toujours exposé à être supplanté par un pouvoir supérieur, éprouve bientôt le besoin de transformer sa force en droit et l'obéissance à ses ordres en devoir.

A cette fin il affirme l'existence d'un être anthropomorphe surnaturel tout puissant, nommé Dieu, qu'il donne comme le révélateur de la règle des actions tant sociales qu'individuelles⁽¹⁾ et il se proclame son représentant et l'interprète infaillible de la règle révélée. Il affirme, en outre, que Dieu a donné à chaque homme une âme immortelle et que l'homme sera récompensé ou puni dans une vie future, selon qu'il aura agi ou non conformément à la règle révélée. Et voilà l'origine de l'anthropomorphisme.

Mais il ne faut pas que ces propositions présentées par le souverain comme l'expression de la vérité soient examinées, car l'examen ferait apparaître leur caractère purement hypothétique et leur enlèverait, par là même, toute valeur comme base d'ordre social.

Aussi le souverain confie-t-il le soin de leur conservation seulement à un petit nombre de personnes ayant tout intérêt au maintien de l'état de choses existant parce qu'elles en sont les bénéficiaires ; il établit en outre une inquisition destinée à réprimer la moindre velléité d'indépendance en matière religieuse, inquisition que complètent

(1) Dès les commencements de la société, « l'expérience et le raisonnement » ont démontré « la nécessité d'une règle pour les actions tant individuelles que sociales ; et en outre, la nécessité d'une sanction, autre que la force brutale, pour assurer l'exécution de la règle, afin que l'ordre, vie sociale, puisse exister et persister. »

(*Quest-ce que la Science sociale*, t. IV, p. 4.)

le monopole de l'éducation et de l'instruction, dirigés exclusivement « vers la permanence de l'incontestabilité sentimentale de la règle » ; et enfin il donne à la propriété une organisation telle que la majorité de la population est condamnée à un travail incessant l'empêchant matériellement de faire aucune réflexion sur la règle imposée et de se rendre compte de l'injustice de sa condition. Le régime de la propriété individuelle appliqué au sol et à la richesse mobilière permet d'obtenir ce résultat en provoquant le paupérisme et en favorisant son développement : condamnés à gagner, par un travail pénible et de tous les instants, ce qui est nécessaire à leur existence, les « prolétaires » ne peuvent remarquer combien injuste est leur situation comparativement à celles des propriétaires, et à supposer qu'ils le puissent, l'état social dont il sont victimes leur paraîtrait néanmoins intangible pour la bonne raison qu'il leur aurait été présenté comme tel par des personnes chargées de leur éducation et de leur instruction. C'est par ces différents moyens qu'est assurée la conservation de la règle au sein de chaque nationalité.

Mais il existe forcément plusieurs nationalités, un seul souverain étant dans l'impossibilité absolue d'imposer le respect d'un même « droit » sur un territoire très étendu, et les nationalités sont soumises, en principe, à des droits différents. L'examen comparatif de ces divers droits aurait pour tous la même conséquence qu'aurait, pour l'un d'entre eux, l'examen fait par les personnes qui y sont assujetties. Il est donc du plus grand intérêt pour les chefs des nationalités d'empêcher ou de rendre aussi peu fréquents que possible les rapports de leurs sujets respectifs. La chose est facile jusqu'à la découverte de l'imprimerie et

au développement des communications, les relations de pays à pays étaient alors très difficiles. Mais quand la presse permet la divulgation de toutes les opinions et que les moyens de transport pour passer d'un pays à un autre sont rapides et commodes, il devient impossible d'empêcher l'échange des idées de peuple à peuple. D'autre part, dans chaque pays, les gardiens de la foi religieuse se relâchent de leur surveillance ; certains d'entre eux vont même jusqu'à juger qu'il est de leur devoir de divulguer ce qu'ils sont seuls à connaître, à savoir le caractère hypothétique de la religion. Dès lors c'en est fait du régime théocratique sur lequel reposaient jusque là les nationalités, et qui assurait, chez chacune d'elles, l'ordre par le despotisme. La société va pénétrer dans une nouvelle période de son histoire, — celle d'ignorance et d'incompressibilité de l'examen, — que marquera l'établissement du régime démocratique, régime de liberté engendrant l'anarchie.

Au cours de cette seconde période historique, l'humanité est toujours ignorante, mais le développement des intelligences favorisé par la découverte de la presse⁽¹⁾ et les relations entre sujets de nationalités différentes rend impossible la compression de la pensée. Les hommes s'aperçoivent qu'on ne leur a présenté jusqu'alors comme vérités que de simples sophismes; ils rejettent désormais la notion du Dieu anthropomorphe ; la souveraineté perd son masque théocratique et devient simple souveraineté de la force brutale, qu'on qualifie encore de souveraineté des majori-

(1) « Le signal de la révolution sociale date de 1440. »

tés ou du peuple (1). Sous cette nouvelle souveraineté se produit la désorganisation de la société; les principes sur lesquels reposait l'ordre social sont discutés et mis en doute: non seulement on nie Dieu, mais encore on rejette l'immortalité de l'âme et la sanction ultra vitale et l'on prêche le matérialisme et le panthéisme. Comme, au surplus, l'organisation de la propriété demeure ce qu'elle était sous le régime théocratique, le paupérisme, loin de diminuer, ne fait que se développer; parallèlement croît l'immoralité; en un mot c'est le règne de l'anarchie. Seule cette anarchie finira par faire sentir le besoin d'établir un ordre vraiment stable et d'organiser rationnellement la société. Entre temps l'ordre est bien momentanément rétabli par un despote qui a pu renverser le gouvernement démocratique. Mais le règne de ce despote n'est qu'éphémère et la société ne tarde pas à être à nouveau soumise au régime démocratique, lequel fera lui-même place à un nouveau despotisme, et ainsi de suite. La société est condamnée à tourner dans ce cercle vicieux et elle ne tarderait pas à disparaître si elle ne se décidait enfin à s'organiser conformément à la raison.

Cette organisation rationnelle de la société n'est pas encore ébauchée. Elle s'accomplira durant la dernière période du développement historique de la société, — période de con-

(2) L'anarchie a commencé d'exister « du moment que les rois ont méconnu la supériorité temporelle du pape ». « Ce sont les rois qui les premiers ont rejeté la souveraineté de la force masquée de droit, pour se soumettre à la souveraineté de la force sans masque, à la souveraineté de la force brutale, dite depuis, souveraineté du peuple. Les rois ont tort de crier contre les révolutions, ils ont été les premiers des révolutionnaires ».

(*Qu'est-ce que la Science sociale*, t. I, p. 217.)

naissance, — laquelle se prolongera aussi longtemps que la vie de l'espèce humaine sera possible sur le globe.

A la base de cette nouvelle organisation, — dont la nécessité est reconnue, au moins implicitement, par tous les philosophes, — sera un pacte social. Colins en donne le prototype après l'avoir défini « un contrat dans lequel doivent se trouver toutes les conditions, sans en excepter une, reconnues nécessaires pour être libre, et en conséquence acceptées, comme telles, individuellement, par la majorité des membres composant le souverain » (1).

Seront chargés d'élaborer ce pacte les individus que le développement de leurs facultés rendra « capables d'être libres » et qui rempliront certaines conditions concernant l'âge, le sexe, les connaissances, le chiffre de contribution. Ces individus dans la société nouvelle, seront les « majeurs politiques », « membres du souverain » ; ils participeront à l'exercice du pouvoir. Les autres membres de la société seront regardés comme « mineurs » et, en conséquence, devront être protégés et privilégiés.

Mais comme on ne peut contracter qu'en son nom et au nom des personnes qu'on a le droit de représenter, le pacte social devra être révisé à chaque génération, c'est-à-dire tous les trente ans (2).

Il importe d'ajouter que la transformation qui sera consécutive à l'établissement du pacte social ne pourra être réalisée qu'à la condition de ménager les transitions entre

(1) *Du Pacte social*, t. 1, p. 107.

(2) Si même, avant l'expiration de ce délai, le besoin d'une révision se faisait sentir, elle pourrait être ordonnée par le pouvoir législatif en fonctions à cette époque.

l'organisation ancienne et l'organisation nouvelle. Il est bien évident d'ailleurs que le pacte ne sera pas établi chez toutes les nations à la fois, mais il suffira « qu'une nation puissante, comme la France ou l'Angleterre, par exemple, s'organise conformément à la justice, après que l'ignorance sociale aura été détruite, pour que cet anéantissement de l'ignorance chez une nation finisse bientôt par anéantir les nationalités, sans qu'il soit besoin, à cet égard, de faire intervenir la force brutale » (1). Toutefois, à la tête de la nation qui voudra l'organiser rationnellement seul, un autocrate « unissant la force à la raison » sera capable de gouverner durant la période transitoire qui précédera l'instauration du nouvel état de choses.

Le premier soin de cet autocrate sera de déclarer ladite société mûre pour la majorité politique ; puis il s'efforcera de renverser les obstacles, (2) — consistant en préjugés ou croyances erronées, — qui s'opposeraient à l'intronisation de la vérité, c'est-à-dire à l'établissement d'un gouvernement absolument bon ; et quand ce sera chose faite, il lancera une proclamation déterminant l'organisation sociale jusqu'à ce que la « souveraineté des opinions » soit radicalement extirpée. Les articles de sa proclamation seront, pour la plupart, reproduits dans le véritable pacte social dont nous allons désormais faire connaître les prescriptions concernant la vie économique, sociale et politique de la société nouvelle.

(1) *Science sociale*, t. v, p. 289.

(2) Colins les mentionne au nombre de 96.

CHAPITRE II

Organisation économique et sociale de la société nouvelle.

L'organisation économique et sociale décrite par Colins est dominée par cette idée que le sol, source passive de toute richesse, doit appartenir à la collectivité pour que l'égalité de droit qu'implique l'identité de leurs âmes, règne en fait parmi les hommes. Ceux-ci ont une origine commune, puisque tous sont composés d'une âme et d'un organisme ; ils doivent dès lors se trouver placés, au sein de la société, dans les mêmes conditions au point de vue de l'exercice de leur activité physique et de leurs facultés intellectuelles et morales, autrement dit chacun d'eux doit être à même de travailler matériellement et intellectuellement en toute liberté. Pour qu'il en soit ainsi, il faut que d'une part la matière, élément indispensable à toute production appartienne à tous, et que d'autre part l'éducation et l'instruction soit dispensées à tous avec le même soin. Or, la société actuelle ne satisfait pas à ces règles de justice et d'égalité : le sol y est l'objet d'appropriations individuelles et seuls peuvent y développer leur intelligence ceux que le hasard de la naissance fait naître dans une famille fortunée capable de payer les frais élevés d'éducation et d'instruction. Cette situation doit être modifiée, car, provoquant et développant le paupérisme, elle engendre l'anarchie. La transformation de l'état social actuel se fera en supprimant l'aliénation indi-

viduelle du sol(1) et en rendant ce dernier propriété collective (2). Ainsi disparaîtra le paupérisme matériel. L'ignorance d'autre part sera combattue et anéantie par l'éducation et l'instruction généralisées. Et si tous ces changements apportés à l'état de choses actuel mettent à la charge de l'Etat des dépenses considérables, le revenu de la propriété foncière et le produit de l'impôt lui permettront facilement d'y faire face. Ajoutons que, si une partie de la richesse mobilière transmise par les générations passées doit être, comme le sol, socialisée(3), le reste demeurera en possession des individus pour les exciter au travail et que, en outre le droit d'hériter — celui-ci au moins partiellement, — la faculté de tester et la propriété individuelle des produits de travail(4) seront conservés.

Toute production exige le concours de trois éléments : d'un agent, d'une matière et d'un outil. L'agent seul élément actif de la production, c'est l'homme(5), — la matière,

(1) Si Colins considère la propriété comme « un besoin inhérent à l'homme » et la juge, abstraction faite de son organisation « aussi inattaquable que l'humanité », il estime par contre que cette organisation est « toujours rationnellement attaquable, quand elle est incompatible avec l'existence de l'ordre ».

(2) Pour Colins le communisme absolu est un « idéal absurde ». Réalisé, il conduirait « à la plus dégradante promiscuité ».

(3) La socialisation d'une partie de la richesse mobilière transmise par les générations passées est légitime : d'une part, elle est conforme, dit Colins, à l'intention des producteurs qui travaillent pour leurs familles, sans distinction de génération ; d'autre part, et c'est une raison d'ordre général, la richesse ne pouvant se conserver que par le concours de tous, doit appartenir à tous.

(4) « L'essence politique de la famille naturelle est la transmission héréditaire du produit de son travail » *Pacte social* t. II, p. 144). La famille naturelle ne pouvant avoir d'existence politique que par l'hérédité, et la société étant essentiellement composée de familles naturelles, l'hérédité est donc nécessaire à l'existence sociale.

(5) « L'homme, seul, produit et tout le reste fonctionne. »

Qu'est-ce que la Science sociale ? 1, p. 349)

dont le rôle est purement passif, c'est le sol, — et l'outil, c'est toute chose dont l'homme se sert pour produire. L'outil, qui est lui-même de la matière transformée par le travail, porte également le nom de capital ; son emploi favorise la production, mais l'homme ne peut s'en servir que s'il dispose d'une parcelle de sol sur quoi l'appliquer. En définitive donc, toute propriété a pour origine le sol comme patient et l'homme ou le travail comme agent.

L'homme seul travaille, mais ne pouvant exercer son activité qu'en s'appuyant sur la matière, il se trouve dans un état de dépendance vis-à-vis de celle-ci. Et conséquemment le travail n'est libre que quand le sol appartient au travailleur ; il est esclave dans le cas contraire. Lorsqu'un homme privé de toute possession terrienne veut vivre, c'est-à-dire travailler, il est obligé de vendre sa force de travail aux propriétaires du sol et doit dès lors subir les conditions que ceux-ci lui imposent, conditions qui ne lui sont pas favorables. En rémunération de son travail, il reçoit un salaire qui est toujours aussi peu élevé que possible et lui permet tout juste de vivre et de faire vivre sa famille. Plus heureux est le propriétaire du sol : il perçoit la rente ou revenu de la terre, et s'il fournit au travailleur, en même temps que le sol, les outils nécessaires à la production, il touche encore le profit ou intérêt du capital prêté (1). Un pareil état de choses engendre le

(1) La distribution de la richesse se fait toujours sous la forme de la rente, de l'intérêt et du salaire. La rente et l'intérêt sont légitimes et représentent l'une le loyer du sol, l'autre le loyer du capital. Quant au salaire, il est aussi indestructible que l'humanité, car il est la rémunération du travail et que l'homme sera toujours obligé de travailler. Mais, tandis que le travailleur touchera toujours son salaire et que le capitaliste percevra toujours l'intérêt des prêts qu'il aura consentis, la rente n'ira plus grossir la fortune de quelques individus seulement, quand le sol sera devenu propriété collective : elle reviendra à la société qui l'emploiera au mieux de l'intérêt général.

paupérisme (1). Les travailleurs se font concurrence en allant offrir leurs bras aux possesseurs de terres et de capitaux, et cette offre abondante de travail entraîne un abaissement de salaire au minimum des circonstances, tandis que les capitaux sont prêtés à un intérêt très élevé. La répartition des richesses se fait dès lors de telle sorte que la plus grande partie va aux propriétaires et la plus petite aux travailleurs. Gagnant peu, ceux-ci consomment peu, et la production, que régit la consommation (2), est réduite. L'indigence des uns croit en proportion de l'opulence des autres ; les richesses se concentrent entre les mains des possesseurs du sol, tandis que les travailleurs manquent presque du nécessaire.

Telle est la conséquence qu'entraîne l'aliénation du sol aux individus. Est-ce à dire que ce régime n'ait jamais donné de bons résultats et ait toujours été contraire aux règles de la justice ? (3) Non. Le régime de la propriété foncière individuelle fut, dans les commencements de la

(1) Le paupérisme existe « aussi longtemps qu'un seul individu, au sein de l'humanité, n'a point nécessairement, et par cela seul qu'il existe, tout, absolument tout ce qui est raisonnablement indispensable à son bien être, tant pour le physique que pour le moral ».

(*De la Justice*, t. II, p. 470)

(2) D'après Colins, c'est la consommation qui régit la production et non la production la consommation.

(3) « L'expression justice, rapportée aux individus d'un côté, ou à la société d'un autre, n'a nullement la même valeur. La justice, en rapportant ce mot à un individu, est relative à la liberté, au raisonnement. Un acte juste, individuellement parlant, est un acte conforme à la conscience. La justice, en rapportant ce mot à un acte de la société, est relative à la nécessité sociale. Un acte social est juste, quand il est conforme à cette nécessité. Le vol d'un homme sur un homme, rendant l'un riche et l'autre pauvre, est contraire à la conscience, est injuste. L'établissement social du paupérisme, quand le paupérisme est nécessaire à l'existence de la société, est un acte socialement juste. »

(*Quest-ce que la Science sociale*, t. III, p. 305)

société, conforme à la fois à l'utilité sociale et à la justice : quand les terres disponibles étaient en quantité suffisante pour que quiconque en désirât pût s'en procurer, cette organisation avait le grand avantage d'exciter le possesseur du sol au travail en lui donnant l'assurance qu'il profiterait personnellement du bénéfice des produits obtenus par la mise en culture, en même temps qu'elle favorisait le développement des intelligences « par la nécessité de satisfaire les besoins » nouveaux que ce développement lui-même suscitait (1). Et ces heureux effets de l'aliénation du sol aux individus n'étaient pas obtenus en violation des règles de justice alors en vigueur ; ils conservèrent même ce caractère après que la terre eut été entièrement appropriée. Nous avons vu, en effet, plus haut, que pendant l'époque d'ignorance et de possibilité de comprimer l'examen, l'ordre « vie sociale » ne pouvait être basé que sur l'exploitation des masses par la plus petite minorité possible, sur le paupérisme, enfin, empêchant ces masses d'examiner la règle qui leur était imposée. Or, c'est cet état de fait qu'engendrait l'aliénation individuelle du sol.

Mais, du jour où les développements de l'intelligence eurent rendu impossible la compression de la pensée, les travailleurs, dont le nombre diminuait tandis que celui des propriétaires augmentait, se rendirent, peu à peu, compte qu'ils étaient exploités et commencèrent à sentir « le poids de leurs fers ». Leur situation avait pourtant été améliorée : d'esclaves, ils étaient devenus serfs, puis affranchis,

(1) A noter, du reste, que toute propriété primitive était, en somme, « une rémunération du travail, un salaire ».

ensuite ouvriers, enfin prolétaires, mais l'intérêt personnel, seul, avait conseillé aux « maîtres » ces « émancipations illusoires » dont leurs « esclaves » avaient soi-disant bénéficié et qui, en fait, n'avaient été que des « aggravations de l'esclavage », le prolétaire étant en somme plus malheureux que l'esclave d'autrefois parce que plus conscient de l'injustice de sa condition. C'est cette injustice qui doit, désormais, disparaître de la société, et, puisque justice et liberté commandent la socialisation du sol, il faut changer le régime actuel de la propriété foncière.

Toutefois, ce changement ne devra s'opérer qu'en satisfaisant aux deux conditions suivantes : il devra avoir lieu sans brusquerie et assurer le bonheur de tous sans nuire à personne, pas même aux propriétaires du sol : ceux-ci sont exposés, actuellement, à se voir dépouiller de leurs biens et leur vie, même, est menacée par les révolutionnaires. Ils jouiront, sous le nouveau régime social, d'une sécurité absolue.

Par quels moyens fera-t-on disparaître la propriété foncière individuelle et rendra-t-on le sol propriété collective ? (1) En limitant d'abord le droit d'hériter *ab intestat* à la parenté en ligne directe ; en plaçant, d'autre part, un impôt très élevé sur les successions testamentaires et en consacrant, enfin, au rachat du sol appartenant aux individus, les ressources d'un « fonds d'amortissement » alimenté par un impôt spécial, « l'impôt somptuaire », que nous étudierons plus loin.

(1) Parmi les moyens énumérés, les deux premiers contribueront aussi bien à augmenter la richesse mobilière collective qu'à accroître le domaine social.

Et d'abord, le droit d'hériter sans testament sera limité à la parenté en ligne directe. Le maintien de cette hérédité s'impose comme nécessaire à l'excitation au travail, l'homme peinant dans le but, non seulement de subvenir à ses besoins, mais encore en vue d'assurer à ses enfants une situation avantageuse : or, il n'y serait plus incité s'il savait que le fruit de son labeur ne profitera pas exclusivement à sa descendance. Les mêmes considérations ne s'opposent pas à la suppression de l'hérédité collatérale, quand la faculté de tester est maintenue : aussi cette hérédité sera-t-elle supprimée et les biens provenant des successions *ab intestat*, ouvertes en ligne collatérale, feront-ils de plein droit retour à l'Etat.

La faculté de tester sera conservée pour la même raison qui commande le maintien de l'hérédité directe, c'est-à-dire comme nécessaire à l'excitation au travail ; mais la société frappera toute succession testamentaire d'un impôt de 25 % (1).

Le sol, une fois entré à la propriété collective, sera déclaré inaliénable, et la production agricole (2) organisée de la manière suivante : on formera des lots de terre avec bâtiments d'exploitation et matériel nécessaire à la mise en culture ; ces lots seront mis aux enchères et adjugés au demandeur le plus offrant. Ils seront cédés pour un bail de trente années s'ils doivent être exploités par un groupe

(1) Colins estime que cet impôt fera passer le capital, qui est aux mains des individus, dans le Trésor public en quatre générations ou 120 années. Il compte d'ailleurs sur la générosité des testateurs pour précipiter l'accroissement du fonds social.

(2) Dans les ouvrages de Colins, il n'est pas question de la production industrielle.

de familles ou pour la vie du bailleur s'il s'agit d'une exploitation par famille isolée. Le locataire ne pourra sous-louer les terres dont il se sera rendu adjudicataire, et il devra les cultiver lui-même. Les baux seront toujours résiliables, avant leur expiration réglementaire, « pour des causes déterminées d'utilité particulière » au bailleur, l'intérêt de ce dernier se confondant toujours alors avec l'intérêt général. Au commencement et à la fin du bail, une estimation du sol sera faite : quand l'estimation finale accusera une plus-value, l'Etat en tiendra compte au bailleur et lui versera une somme d'argent proportionnelle à cette plus-value ; si, au contraire, on constate une moins-value, c'est le bailleur qui indemniserà l'Etat, et s'il est dans l'impossibilité de le faire, l'Etat perdra, le crédit n'étant que personnel et n'autorisant, dans ce cas, aucun recours contre les héritiers du bailleur.

Ainsi louées, les terres seront mieux cultivées qu'elles ne le sont actuellement : les agriculteurs disposeront désormais des capitaux abondants, qui, sous le régime de la propriété foncière individuelle, se portaient sur les entreprises commerciales et industrielles, lesquelles leur assuraient un intérêt plus élevé que l'agriculture ; le développement des connaissances agricoles permettra une meilleure utilisation du sol ; les exploitations seront moins morcelées qu'elles ne le sont présentement ; la grande et la petite culture seront distribuées en tenant mieux compte des besoins des populations environnantes ; les terres incultes seront défrichées et des travaux d'assainissement et d'irrigation entrepris ; enfin, des chemins vicinaux seront créés et les dommages, causés par le déboisement, réparés.

Et toutes ces transformations heureuses qu'entraînera la socialisation du sol s'accompagneront d'une diminution et d'une meilleure rémunération du travail humain ; l'homme ne travaillera pas plus de six heures par jour et recevra néanmoins un salaire qui sera « toujours au maximum possible des circonstances » ; il pourra, dès lors, consommer abondamment et sinon épargner, du moins s'abstenir d'emprunter, la charge de l'éducation et de l'instruction de ses enfants incombant à l'Etat. S'il était cependant contraint à recourir au crédit, il pourrait le faire à des conditions moins onéreuses que sous le régime actuel : l'Etat et les capitalistes se faisant concurrence, lui avanceraient l'argent nécessaire et à un taux peu élevé ; ces prêts ne seraient que personnels et viagers (1).

De plus, les travailleurs pourront former des associations ; mais celles-ci devront être « indépendantes de tout capital considéré comme base » et ne pourront disposer que d'un fonds de roulement constitué par les apports des sociétaires. Tous les ans, le gain commun de chaque association sera réparti entre ses membres au prorata de leurs salaires, et un inventaire de l'association sera dressé ; dans le cas où l'on constaterait une diminution du fonds de roulement, l'association serait dissoute, à moins que l'Etat ou une personne quelconque ne remît ce fonds dans son état primitif.

Par contre, toute association future de capitaux particuliers sera proscrite et les associations capitalistes existantes

(1) Si, au décès de l'emprunteur, le créancier ne pouvait se rembourser sur les biens du défunt, il n'aurait aucun recours contre la famille de ce dernier.

lors de l'entrée en vigueur du pacte social seront liquidées.

L'Etat se chargera d'assurer les communications télégraphiques et postales, d'organiser le service des messageries et roulages, etc..., et, tout cela, « au meilleur marché possible et sans l'ombre d'un gain ». Il aura une banque qui émettra du papier-monnaie, mais ne recevra jamais de papier individuel.

Le commerce intérieur sera libre. Les agriculteurs pourront vendre eux-mêmes leurs produits ou confier ce soin à des entreprises particulières, mais ils pourront, s'ils le préfèrent, les déposer dans les bazars, propriétés de l'Etat, qui seront installés, dans chaque circonscription et où la vente aura lieu sous la direction de préposés du gouvernement.

L'Etat aura, en outre, le monopole du commerce extérieur (1) et l'exercera par l'intermédiaire de la force armée de mer.

Comme celle-ci, l'armée de terre sera chargée d'un service important : c'est à elle qu'incombera l'exécution des travaux publics, tels que la création et l'entretien des chemins, la construction des maisons d'éducation et d'instruction, le creusement et l'aménagement des canaux, etc... La rémunération de ces travaux se fera au prix-courant et le montant des salaires sera versé aux individus à leur sortie de l'armée. Cette dernière ne serait appelée à remplir le rôle d'organe de la défense nationale qu'en cas de guerre, éventualité qui pourra se présenter tant que toutes les nationalités n'auront pas disparu.

1) Jusqu'à la disparition de toutes les nationalités.

Tous ces services, à la tête desquels l'Etat sera placé, entraîneront des dépenses considérables auxquelles devront correspondre des recettes équivalentes. L'Etat trouvera celles-ci dans le revenu de la propriété foncière, qui sera porté au quadruple de ce qu'il est actuellement ; dans le produit des impôts — impôt sur la richesse mobilière et impôt sur les successions testamentaires, — dans les héritages *ab intestat*, les dons par testament, les prélèvements après décès pour dettes sociales ou avances de crédit. Ajoutez à cela que le service de la dette publique n'existera plus : l'Etat aura fait banqueroute et, légitimement, les générations antérieures n'ayant pu compromettre pas leurs engagements, la richesse générale dont elle n'étaient qu'usufruitières (1).

Et cependant, malgré l'extension des services, publics, les fonctionnaires seront moins nombreux ; il est vrai qu'ils seront mieux rétribués.

Examinons, avec quelques détails, l'une des sources du budget des recettes de l'Etat futur, l'impôt.

L'Impôt

L'impôt, ou revenu social, est établi, d'après Colins, en retour des avantages que la société assure à ses membres en garantissant leur sécurité, en leur faisant rendre justice et en accroissant leur bien-être. La plus grande partie du produit de l'impôt étant employée surtout à payer les frais

(1) A l'avenir, la société ne pourra emprunter que pour un laps de 30 années et seulement en vue de l'exécution de travaux publics.

de protection de la propriété héréditaire, l'impôt devrait, en justice absolue, être égal à la totalité du revenu réel de cette propriété. C'est là pourtant un idéal qui ne saurait être atteint que progressivement ; on peut, du moins, en fixant le taux de l'impôt, faire supporter à la propriété héréditaire des charges qui feront équilibre au privilège dont jouit le propriétaire (1).

Quand le sol est aliéné aux individus, l'impôt est prélevé tout entier sur le salaire, sur le travail ou, plutôt sur le travailleur. Le propriétaire, même quand l'impôt paraît l'atteindre personnellement dans sa propriété, parvient toujours facilement à s'en décharger sur le travailleur : si celui-ci est fermier, le montant de son fermage est augmenté proportionnellement à la hausse de l'impôt ; s'il n'est qu'ouvrier, il paie plus cher les produits dont il a besoin pour vivre. En définitive, c'est toujours le travailleur qui paie l'impôt, et ce qui est taxé, c'est la consommation.

Sous la société nouvelle, ce sera la production, et l'impôt n'atteindra que le capital ou « salaire passé » (2) : le sol et le travail seront, comme « communs à tous », exemptés de toute taxe (3).

(1) La société établira, au profit des prolétaires, et pour contrebalancer le privilège de la propriété héréditaire, « un privilège dit du prolétariat » qui consistera dans l'exemption de toute contribution directe, des droits de timbre, d'enregistrement et de succession, et impliquera que « tout produit du territoire, considéré par la loi comme étant de première nécessité au prolétaire », ne pourra être « imposé ni directement ni indirectement ».

(2) Pour Colins, le capital peut être considéré comme du « travail accumulé » ; il représente donc du « salaire passé ». Et l'impôt ne peut atteindre à la fois le travail ou salaire « actuel » et le capital ou salaire « passé ». Il porte toujours nécessairement et entièrement soit sur le travail, soit sur le capital : c'est le régime de la propriété foncière qui détermine lequel de ces deux éléments est atteint.

(3) Et pourtant Colins soumet à l'impôt le sol propriété collective.

Il y aura deux espèces d'impôts : l'impôt direct et les amendes sociales (1). L'impôt direct comprendra la contribution sur la richesse immobilière et la contribution sur la richesse mobilière productive. L'impôt foncier, qu'on est surpris de trouver maintenu sous un régime de propriété foncière socialisée, atteindra les biens territoriaux appartenant à la nation où à des circonscriptions locales (2) : il frappera également toute propriété appartenant à un étranger (3).

La contribution sur la richesse mobilière productive sera perçue — sur les rentes sur l'Etat, pensions et cautionnements (4), — sur les rentes particulières et créances portant intérêts, — enfin, sur les outils proprement dits, ou richesses productives (5). En seront exemptés les lettres de change et les billets à ordre, ceux-ci représentant la matière, celles-là le travail, éléments non imposables (6).

Le taux de l'impôt direct sera fixé, pour la génération actuelle, aux 3/10 du revenu net de la richesse productive tant mobilière qu'immobilière. Cet impôt sera progressif, la progression étant considérée comme une « amende sociale » dont le chiffre doit s'élever « à mesure que la

(1) Colins rejette, pour ces impositions, le terme d'impôt, qui, prétend-il, doit être réservé aux contributions atteignant la richesse productive.

(2) Mais pour ces biens, il ne sera pas progressif.

(3) Dans ce cas, il sera égal aux 6/10 du revenu net de cette propriété.

(4) Toute créance sur le Trésor devra être nominative.

(5) Toutefois, l'outil employé à l'intérieur de la famille et ne servant à produire que pour la consommation familiale, ne sera pas taxé : l'impôt n'atteindra que les machines produisant en vue de l'échange.

(6) « L'effet des lettres de change n'est autre qu'un transport de matière. Le bénéfice du banquier est le prix du travail, et représente les frais du transport. Le billet à ordre est la reconnaissance d'un dépôt de matière ».

(*Pacte social*, t. II, p. 336)

propriété possédée dépasse la part qui reviendrait à chacun si la richesse était commune ». La progression n'atteindra pas tous les revenus et son taux variera suivant l'importance de ceux-ci. A cette fin, les contribuables seront répartis, d'après le chiffre de leurs impositions, en seize classes : dans la première classe se trouveront ceux dont les impositions n'atteindront pas 50 francs ; dans la deuxième, ceux dont les impositions iront de 50 à 1.000 francs ; dans la troisième, ceux qui seront imposés pour des sommes allant de 1.000 à 3.000 francs, et ainsi de suite pour les autres classes, la dernière groupant les contribuables payant plus de 80.000 francs d'impôts. Les membres de la première classe seront exemptés du paiement de leurs impôts ; ceux de la seconde paieront les leurs, mais pour eux il n'y aura pas de progression ; celle-ci ne commencera que pour les contribuables de la troisième classe, et elle sera, pour ces derniers, « de $1/10$ en sus du total de leurs contributions » ; elle sera de $2/10$ pour les contribuables de la quatrième classe ; de $3/10$ pour ceux de la cinquième ; etc..., mais, jusqu'à la revision du pacte et, « comme tolérance de transition », la progression s'arrêtera de manière que l'impôt ne dépasse jamais les $4/10$ du revenu jusqu'à la douzième classe (contribuables payant de 19.000 à 21.000 francs d'impôt), les $5/10$ pour la treizième (impositions de 21.000 à 40.000 francs) et la quatorzième (impositions de 40.000 à 60.000 francs), et les $6/10$ pour les deux dernières (1).

(1) *Pacte social*, t. II, p. 298. En déterminant ainsi la progression, Colins prétend bien ne pas « être resté en arrière de ce que demande la justice », « La modération, dit-il, était ici d'une nécessité absolue. En fait d'amélioration politique, et surtout d'intérêts matériels, il faut ménager les transitions ».

L'impôt direct sera payable au « domicile politique » du contribuable, où que soient situées les propriétés de ce dernier. Le montant total de cet impôt sera réparti, par une loi, entre les départements, pour une durée de cinq années. Une sous répartition déterminera ensuite la part de chaque commune et distinguera l'impôt local de l'impôt national.

Ce seront les communes qui perceveront l'impôt (1) et elles en verseront le produit à la caisse de l'arrondissement, après en avoir déduit le montant des impositions locales.

Une fois perçu, voici comment le produit de l'impôt direct sera employé : cet impôt étant égal aux $\frac{3}{10}$ du revenu de la richesse productive, $\frac{1}{10}$ servira à solder les « dépenses gouvernementales » et $\frac{2}{10}$ à engager des dépenses de bien-être social.

Les dépenses gouvernementales (paiement de la liste civile du chef du pouvoir exécutif, des traitements des fonctionnaires de tout ordre...) permettront d'« indemniser les représentants de chaque branche du pouvoir du temps qu'ils consacrent à la société, tandis que, naturellement, chacun doit son temps tout entier au soutien de sa famille (2) ».

(1) Cette charge leur sera confiée dans le but d'empêcher « l'apathie politique » des individus, que seul, l'intérêt personnel de ceux-ci mis en jeu peut combattre. Or s'il est un souci qu'ont, en général, tous les contribuables d'une commune, c'est celui d'une juste répartition et d'une équitable perception de l'impôt. Aussi, est-ce en abandonnant aux membres des conseils municipaux le soin d'organiser, dans leurs communes respectives, la répartition et la perception de l'impôt, qu'on incitera les citoyens de ces communes à s'intéresser aux élections et, en conséquence, à faire choix d'hommes intègres, et qu'on les obligera, bon gré mal gré, à se mêler à la vie politique de leur cité. — Outre ce premier avantage, la perception communale de l'impôt aura, d'après Colins, — qui ne précise pas davantage, — celui « d'éviter une multitude infinie de petites vexations particulières ».

(2) *Pacte social*, t. II, p. 413.

Tout autre sera l'objet des « dépenses de bien-être social » par quoi on « équilibrera » l'injustice de l'hérédité en pourvoyant aux besoins et au bonheur des prolétaires que froisse le privilège héréditaire, et grâce auxquelles la société pourra donner à tous les enfants la même éducation et la même instruction, récompenser, parmi ses membres, ceux qui auront mérité en profitant de l'instruction reçue, encourager ceux qui, pour mériter, auront besoin de soutien ; secourir ceux que le malheur, l'infirmité ou la vieillesse auront laissés sans protection, exécuter des travaux publics, et, enfin, « amortir » l'hérédité du sol.

A l'amortissement de l'hérédité du sol sera, en outre, entièrement consacré le produit des « amendes sociales ». Ce terme désigne les taxes qui remplaceront les impôts indirects actuels, lesquels seront supprimés. Ces taxes présenteront le caractère d'impositions en quelque sorte facultatives : elles n'atteindront jamais ce qui est nécessaire au bien-être des prolétaires en général et ne mettront pas obstacle à la jouissance des « commodités » de l'existence ; elles porteront uniquement sur le luxe (1). L'une d'elles, « l'impôt somptuaire », mérite d'être mentionnée spécialement.

Des motifs d'ordre psychologique détermineront son établissement. On constate, en effet, couramment que l'homme cherche à se distinguer de ses semblables en faisant preuve, à leur égard, d'une supériorité quelconque, réelle ou simulée, héréditaire ou acquise. C'est ce désir de

(1) Voici quelles définitions Colins donne de la commodité et du luxe : « La commodité, c'est l'utilité indépendamment de la forme et de la matière. Le luxe, c'est l'ornement dans la forme ou la matière, en dehors de toute utilité ».

paraître supérieur aux autres qui provoque la formation des aristocraties. La société n'aura, dès lors, qu'à flatter, chez ses membres, cette manie de la distinction : elle créera, dans ce but, une aristocratie dont quiconque pourra faire partie à la seule condition de payer une certaine somme, laquelle sera, précisément, l'impôt somptuaire. Cette nouvelle aristocratie sera « l'aristocratie de vertu » ; elle se composera de cinq classes, comprenant : la première, une noblesse personnelle pour qui seront conservés les titres de ducs, comtes, vicomtes... ; la seconde, les membres de la Légion d'honneur ; la troisième, les fonctionnaires publics choisis à l'élection et une partie de ceux nommés par le chef du pouvoir exécutif, y compris les officiers de l'armée ; la quatrième, les citoyens politiques nommés à un emploi quelconque par le peuple ; et la cinquième, enfin, tous les citoyens politiques ayant payé l'impôt somptuaire.

Les membres de l'aristocratie de vertu jouiront d'un privilège purement honorifique, celui de porter certaines « marques distinctives », telles que chaîne au cou, cordon à la canne..., de mettre à leurs voitures des écussons, des armoiries... Le privilège accordé au chef de famille s'étendra à sa femme, à ses enfants et à ses domestiques. Seule la nature du métal des « marques distinctives » variera d'une classe à l'autre.

La condition purement pécuniaire mise à la participation au privilège de l'aristocratie de vertu n'avilira pas ce dernier. A supposer qu'il ne profitât pas à tous les gens vertueux, du moins les individus riches ou ceux ayant du superflu, pourront-ils en bénéficier sans scandale : l'individu, né riche, prouvera, en payant l'impôt somptuaire, « qu'il a

reçu de ses parents une éducation selon leurs richesses et qu'il n'a point été exposé aux tentations et aux souillures de la misère ; l'individu, né pauvre, qui a su acquérir du superflu, prouvera, lui, qu'il a eu personnellement assez de mérite pour améliorer sa situation, les voies pour arriver à la fortune ne pouvant qu'être honorables sous la société nouvelle.

L'impôt somptuaire sera établi par une loi pour la circonscription générale. Mais chaque département pourra également établir, à son profit, un impôt somptuaire local, à la seule condition d'y être autorisé par le pouvoir législatif.

Nous avons vu plus haut que l'un des objets des dépenses de bien-être social serait de pourvoir à l'éducation et à l'instruction de tous les enfants. Voyons comment celles-ci leur seront départies.

Éducation et Instruction

Colins prétend que les enfants font partie de la famille « sociale » et non de la famille « domestique », qu'ils appartiennent à la société et non point « essentiellement » à leurs parents. Pour présenter cette affirmation, il s'appuie sur le fait suivant, à savoir que, dans leur jeune âge, deux enfants peuvent facilement être substitués l'un à l'autre, sans que cette substitution ait aucune influence sur leur « instinct » qui reste le même « pour l'enfant illusoire et pour l'enfant réel » (1). Dès lors, puisqu'ils appartiennent

(1) *De la Justice*, t. II, p. 646.

à la société et non point à leurs parents, l'Etat doit faire donner à tous les enfants, sans exception, et avec le même soin, l'éducation et l'instruction, depuis l'âge de 2 ans accomplis jusqu'à leur majorité, c'est-à-dire jusqu'à 21 ans. (1).

En conséquence, l'Etat futur les répartira, d'après leur âge, dans des établissements ne comprenant jamais plus de 200.000 élèves et séparés de la société des majeurs (2) « par des clôtures suffisantes et sacrées ». Les filles et les garçons seront élevés en commun jusqu'à 6 ans : à partir de cet âge, ils seront respectivement groupés dans des établissements différents.

La société des mineurs disposera en sol, mines, forêts, outils, marchandises, etc..., de richesses assez considérables pour qu'elle puisse, « au moyen de son agriculture et de ses manufactures, se suffire à elle-même pour ce qui concerne le matériel », « lorsque sa population sera complète et qu'elle aura des provisions pour dix années » (3).

Provisoirement, elle aura recours aux services de membres de la société des majeurs pour assurer, dans les établissements d'éducation et d'instruction, à la fois la formation intellectuelle et morale des élèves et le fonctionnement

(1) Colins proclame la nécessité du monopole de l'instruction ; d'après lui, la liberté de l'enseignement, impliquant « que la société est encore incapable de distinguer l'erreur de la vérité », ne peut exister : l'enseignement doit toujours être imposé, soit par la force, soit par la raison. Sous la société nouvelle, il le sera par la raison. — Autre chose : l'instruction ne devant plus dépendre désormais « des hasards de la naissance », permettra le développement de toutes les intelligences et l'on ne verra plus des individus bien doués ne pouvoir, faute de ressources, tirer parti de leurs facultés naturelles.

(2) De 2 à 21 ans, les enfants formeront la société des mineurs.

(3) *De la Justice*, t. III, p. 295.

du service matériel ou domestique. Le personnel, ainsi tiré du dehors, « sera parfaitement cloîtré, dans des limites favorables à son hygiène et n'aura de communication avec l'intérieur (de l'établissement) que par un tour semblable à ceux des anciens couvents » (1). Il sera remplacé, dès que ce sera possible, par une corporation établie sous le nom de « service de dévouement » dont feront partie les élèves désignés, sur leur demande, par la direction de l'établissement. Quand cette corporation entrera en exercice, il n'y aura plus de séparation entre les personnes chargées du service et les élèves.

Ces derniers seront confiés, jusqu'à l'âge de 6 ans accomplis, exclusivement à des femmes. Au-delà de 6 ans, les garçons seront élevés par des hommes et les filles par des femmes.

Dans chaque établissement, il y aura deux infirmeries absolument séparées, l'une pour les maladies physiques, l'autre pour les maladies morales. « Les maladies physiques ou morales seront toujours, vis-à-vis des élèves, et très spécialement dans le jeune âge, mises en rapport avec l'éternelle justice, comme étant des expiations de fautes commises dans des vies antérieures » (2). Du reste, c'est la continuelle pensée de « l'éternelle harmonie entre la liberté des actions et la fatalité des événements » qui constituera « l'atmosphère morale » de la société des mineurs. Ce sera le directeur de l'établissement qui, d'après le rapport du maître de la classe, prononcera en dernier ressort, sur la

(1) *De la Justice*, t. III, p. 296.

(2) *De la Justice*, t. III, p. 300.

santé morale des élèves ; le même pouvoir de décision appartiendra au médecin de l'établissement pour la santé physique.

« Pour la conservation des mœurs, il y aura, dans chaque établissement, et selon les sexes », autant de « pères et mères intellectuels » qu'il y aura de centaines d'élèves. Les pères et mères intellectuels auront respectivement au moins 65 ou 60 ans ; « tous seront veufs ou veuves » (1). Leur rôle consistera à se faire aimer des élèves, à leur donner des conseils et à leur servir de protecteurs.

Les élèves n'auront jamais de récréation (2). Tout travail spécial auquel ils seront soumis, y compris le jeu et la conversation libres, n'aura jamais qu'une durée d'une heure par jour, et il n'y aura pas de jour de repos, tous les jours de travail étant des « jours de bonheur ». Dans tout établissement, « chaque dixième jour » sera celui « du plus grand bonheur », car il sera consacré à la production de ce qui sera donné aux autres établissements (3).

« Les repas seront tous succulents, hygiéniques, et le régime sera tel qu'en sortant de la société des mineurs d'âge, les élèves aient plutôt à le regretter qu'à se féliciter d'en être débarrassés » (4).

Le costume des élèves sera, lui aussi, « hygiénique » et « fait de manière à donner le moins de prise possible au

(1) *De la Justice*, t. III, p. 302.

(2) Ce mot, employé dans le sens d'absence de travail, implique que le travail est une peine et ne peut être un plaisir ; ce qui est le contraire de la vérité.

(3) « Travailler pour soi est bon, travailler pour les autres est meilleur ».

(*De la Justice*, t. III, p. 305)

(4) *De la Justice*, t. III, p. 306.

danger des machines avec lesquelles ils seront continuellement en contact » (1).

Telle sera l'organisation matérielle des établissements d'éducation et d'instruction. Quant à la formation intellectuelle et morale que les enfants y recevront, elle sera la même pour les filles que pour les garçons. Cette similitude d'éducation et d'instruction aura les conséquences avantageuses suivantes : elle assurera d'abord le bonheur du foyer domestique et le bonheur social en faisant régner entre l'homme et la femme « l'union de raison et de cœur » (2) ; elle permettra, en second lieu, aux femmes de rendre à leurs compagnes les services qu'actuellement celles-ci reçoivent des hommes et dont il sera plus séant de leur confier le soin qu'à ces derniers : c'est ainsi que les femmes ne devront désormais avoir pour médecin, chirurgien, dentiste, pédicure... que des femmes ; enfin, elle mettra la femme à même d'aider « son ami » en cas de besoin et de le remplacer, s'il est malade.

En quoi consistera l'éducation ? A inculquer aux élèves les quatorze principes dont voici l'énumération : la bonne foi, la sincérité, la loyauté, — le respect de la supériorité d'âge, — le respect de l'infériorité d'âge, — l'amour de la propreté, — l'amour de l'ordre : tant au physique qu'au moral, — la bienveillance, — la bienséance, — la pudeur, — l'amour du travail et la haine de l'oisiveté, — le respect de la propriété, — l'amour de la liberté des actions, pour

(1) *De la Justice*, t. III, p. 318.

(2) La femme ne sera plus, comme pendant l'époque d'ignorance, l'esclave de l'homme, mais son « amie » ; il sera, dès lors, juste qu'elle possède les mêmes connaissances que lui, puisque, entre amis, tout doit être commun.

les faits à accomplir, le respect de la fatalité des événements pour les faits accomplis, — la conscience religieuse, — l'amour du dévouement, — la pitié, et non le mépris, pour l'époque d'ignorance.

Avec la formation morale résultant de l'inculcation et de l'application de ces principes, les élèves recevront une formation intellectuelle qui obéira à certaines règles : il n'y aura pas d'enseignement individuel, et les maîtres, s'inspirant de la méthode socratique, se borneront à « accoucher les raisonnements des enfants » ; ils veilleront à ce que ceux-ci n'emploient que des expressions ayant un sens clair et précis, et, dans ce but, ils exigeront d'eux la connaissance d'au moins trois langues, en lesquelles les élèves devront toujours pouvoir traduire leur pensée. Les seules sciences enseignées dans les établissements d'instruction seront : les mathématiques et les sciences physiques. Il n'y sera plus parlé de littérature, de philosophie, ni d'histoire. « Remuer ce fumier de l'ignorance, au sein de l'atmosphère morale de la société des mineurs, serait l'empoisonner » (1). Les maîtres seront formés, à l'intérieur de chaque établissement, dans une classe spéciale, sorte d'école normale.

Pour recevoir l'éducation et l'instruction, les élèves seront répartis, d'après leur âge, en quatre groupes. Le premier comprendra les enfants de deux ans à six ans accomplis. Ainsi que nous l'avons vu plus haut, ces enfants — filles et garçons — seront élevés en commun par des femmes. Comme ils seront ensuite séparés par sexe jusqu'à leur

(1) *De la Justice*, t. III, p. 313.

entrée dans la société des majeurs, il y aura lieu de provoquer la formation, entre eux, de liens « d'amitié et de fraternité » qui seront consacrés solennellement. Aussi, au commencement de leur sixième année, les élèves se choisiront-ils « chacun un ami du même sexe ; et chacun un frère ou une sœur du sexe opposé (1) ». Ces choix seront dirigés par les « mères intellectuelles ». Après qu'ils auront contracté ces engagements d'amitié et de fraternité, les enfants seront réunis par la directrice de l'établissement, qui remettra, à chacun d'eux, « un album fermant à combinaison » et leur recommandera d'y inscrire tous les jours, en se levant, ce qu'ils auront fait la veille. « Tous les trois mois, chaque élève écrira à chacune de ses sœurs, et chaque sœur à chacun de ses frères. Ils se rendront compte : des progrès qu'ils auront fait dans le chemin de la vérité ; des obstacles qu'ils rencontreront pour y arriver ; et ils se demanderont mutuellement des conseils pour vaincre cet obstacle (2) ».

L'engagement d'amitié et de fraternité marquera le passage des élèves du premier dans le second groupe. Celui-ci réunira les enfants de six ans accomplis à dix ans accomplis. Au cours de cette nouvelle phase de leur existence, les élèves verront surtout développer leur intelligence et leurs connaissances et justifier, à leurs yeux, les principes d'éducation que, jusqu'alors, on s'était contenté de leur inculquer. L'enseignement comportera l'étude de l'arithmétique, de l'astronomie, de la chimie, de la géolo-

(1) *De la Justice*, t. III, p. 330.

(2) *De la Justice*, t. III, p. 332.

gie, etc... En même temps, les « organes des sens » des élèves seront exercés par « leur application aux arts et métiers ».

Au moment d'entrer dans le troisième groupe, les élèves recevront de la société « un portemonnaie sur lequel elle aura fait graver les mots : travail, prévoyance, mérite, bienfaisance, » et qui contiendra, « non pas l'équivalent d'une journée de travail dans la société des majeurs, mais le signe de cette valeur sur un métal commun ». Ce présent leur sera fait dans le but de leur rappeler que la monnaie est « du travail accumulé », « l'expression du mérite passé » et « un instrument de mérite futur » et qu'elle doit être économisée en vue de l'accomplissement d'œuvres de bienfaisance.

Ce sera là, pour les enfants, un commencement d'initiation aux devoirs de la vie pratique, lesquels feront plus spécialement l'objet de l'enseignement qui sera donné aux élèves de dix ans à quinze ans. Au surplus, au cours de ces années, ceux-ci étudieront en détail les sciences physiques que, durant la période précédente, on ne leur avait présentées que d'une manière générale ; ils seront aussi exercés à la pratique des arts et recevront une instruction professionnelle, ce qui les rendra « aptes à toute espèce de travail et à passer de l'un à l'autre, selon les circonstances, leur capacité et leur destinée (1) », enfin, ils concourront, avec les élèves du quatrième groupe, à la production de tout ce qui sera nécessaire à la société des mineurs. A la fin de leur quinzième année, ils seront rassemblés par le directeur

(1) *De la Justice*, t. III, p. 411.

de leur établissement et entendront un discours de ce personnage sur la nécessité et l'utilité de la révolution pendant l'époque d'ignorance et la nécessité actuelle du règne de la raison. Après quoi, remise sera faite, à chacun d'eux, « d'un glaive, symbole de la force dominant nécessairement en époque d'ignorance », et « d'une balance, symbole de la raison, régnant nécessairement en époque de connaissance ». Sur le glaive, il y aura gravé : Vive la Révolution ! et, sur la balance : Meurre la Révolution ! « Pour réunir ces symboles », la société remettra également à chaque élève une médaille représentant l'Humanité, médaille qu'il s'engagera à placer « au lieu le plus sacré du foyer domestique et de manière à pouvoir toujours en voir les deux faces ». Cette médaille le suivra dans la tombe.

A l'âge de quinze ans, les élèves devront avoir terminé leur éducation. Dès lors et jusqu'à vingt-et-un ans accomplis, la société cherchera surtout à développer les aptitudes particulières et exceptionnelles de certains d'entre eux.

A vingt-et-un ans, les élèves quitteront la société des mineurs et entreront dans la société des majeurs. Ils feront alors partie de l'armée pendant cinq ans, à l'expiration desquels ils seront « dotés » par la société et pourront, soit se mettre à la tête d'une des exploitations dont nous avons parlé précédemment, soit, s'ils le préfèrent, entrer au service d'un exploitant. Lorsqu'ils voudront fonder un foyer domestique, ils devront se soumettre aux prescriptions concernant le mariage, prescriptions que nous allons faire connaître et dont l'originalité égale celle des idées pédagogiques de Colins.

Le Mariage

Et d'abord, déclare Colins, les futurs conjoints devront se connaître, non seulement par « les yeux de l'organisme », mais aussi « par les yeux de la raison ». A cet effet, dans tous les établissements d'enseignement, il y aura « un grand livre matricule » donnant, sur chaque élève, les indications suivantes : son nom, la date de sa naissance, les noms, âge, état physique et moral de ses père et mère, et mentionnant tout ce qui se rapporte « à la situation, tant physique que morale » de cet élève, depuis son entrée dans l'établissement, jusqu'à sa sortie. Quand l'élève quittera la société des mineurs, un extrait de ces grands livres sera envoyé au maire de la commune où il s'installera. Lors donc que deux personnes voudront se marier, « elles s'autoriseront réciproquement, et trois mois à l'avance, à prendre lecture de ce qui concerne chacune d'elles, chez les maires de leurs communes respectives (1) ».

Il y aura deux espèces de mariages : les mariages « présumés indissolubles » et les mariages « temporaires » ou « éphémères ». Les premiers ne pourront être contractés, par les hommes, qu'à l'âge de 34 ans ; par les femmes, qu'à l'âge de 17 ans. Mais, comme la « chasteté absolue ne doit pas être imposée jusqu'à l'âge de 34 ans accomplis, pour le sexe masculin », les hommes pourront s'unir à des femmes temporairement : ainsi seront mises en harmonie les lois de la raison et les lois de l'organisme ». Quant aux femmes, celles qui consentiront à des unions temporaires, « ne

(1) *De la Justice*, t. III, p. 311.

seront point méprisées », puisqu'elles auront sacrifié la perspective d'un bonheur domestique permanent au bonheur domestique de tous (1) ; mais, « celles qui se destineront au mariage présumé indissoluble, ne perdront rien de leur dignité ».

Dans l'intérêt de son propre bonheur, la femme ne devra s'apercevoir « qu'aussi peu que possible » des infidélités de son mari, s'il s'en permet. Pour l'homme, la fidélité conjugale ne sera jamais qu'un devoir « relatif », tandis que, pour la femme, elle sera un devoir « absolu ».

Nous en aurons fini avec les règles concernant la vie sociale de la société future, quand nous aurons mentionné les dispositions suivantes :

Dans la société nouvelle, le « culte extérieur », comme le « culte intérieur », sera libre ; mais l'Etat ne participera à l'entretien d'aucune religion ; toutefois, les appointements que les ministres « cléricaux » touchaient, avant l'établissement du pacte social, leur seront néanmoins conservés, « mais, comme indemnité personnelle et viagère » et « non plus comme salaires » ;

Tout étranger qui voudra se faire « naturaliser » citoyen de la société nouvelle » devra payer à l'Etat une somme « équivalente à la part, dans la richesse collective », de chacun des membres de cette société, à moins qu'on ne l'exempte de ce versement à raison de ses talents ou de sa pauvreté ; s'il désire seulement faire un séjour sur le territoire de la société nouvelle, il devra demander l'auto-

(1) *De la Justice*, t. III, p. 390.

risation au chef de l'Etat et payer le « capital qui lui sera nécessaire pendant son séjour » ;

Une autorisation du gouvernement sera également nécessaire aux membres de la société qui voudront aller à l'étranger, à moins qu'ils ne demandent à perdre leur « naturalité ».

CHAPITRE III

Organisation politique, judiciaire et administrative de la Société nouvelle

La société dont nous avons décrit, au chapitre précédent, le futur régime économique-social, recevra des institutions politiques, judiciaires et administratives, dont le trait caractéristique sera de reposer sur l'élection : les juges comme les membres de la Chambre des Députés et du Sénat, les avocats et les notaires comme les maires et les conseillers municipaux..., seront élus, directement ou indirectement, par les « membres du souverain » ou « majeurs politiques ». Seul, et encore à titre provisoire, le chef de l'Etat siégera héréditairement ; il exercera le pouvoir par l'intermédiaire de ministres, sous le contrôle de deux assemblées, une Chambre des Députés et un Sénat. Son rôle consistera à « assurer l'exécution générale du pacte et des lois », tandis que les corps élus, — conseils municipaux, d'arrondissement et de département, — auront, dans leurs attributions tout ce qui touchera à « l'exécution immédiate des lois, relativement aux localités et aux individus ». De cette manière, la société sera bien administrée et la liberté y sera assurée par l'équilibre maintenu entre le « gouvernement par en bas », émanant de l'élection, et le « gouvernement par en haut », résidant dans le souverain.

Le « pouvoir politique » comprendra cinq branches : le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif, le pouvoir adminis-

tratif, le pouvoir judiciaire politique et le pouvoir judiciaire législatif. Avant d'examiner la constitution de chacun de ces pouvoirs, nous exposerons les règles générales concernant les élections.

§ I. Elections

Sera « majeur politique », c'est-à-dire « membre du souverain », pour la génération actuelle, tout citoyen payant, à raison de sa propriété, de son travail ou de son industrie, au moins 50 francs d'impôts, tant pour lui que pour ceux qu'il représente ; mais ce citoyen renoncera, en retour, aux exemptions dont bénéficieront les prolétaires « mineurs politiques ».

A cette unique condition censitaire de la majorité politique s'ajoutera, pour les générations suivantes, une condition d'instruction.

Les élections auront lieu chaque année, le 1^{er} Mai, et se feront à deux degrés : chaque commune désignera un électeur par cent citoyens politiques et par fraction supérieure à cinquante, et ce seront ces électeurs du second degré qui nommeront les titulaires des diverses fonctions publiques.

Les votes seront publics et signés (1), et tout citoyen politique sera obligé de voter sous peine d'une amende de 50 francs dont le montant servira à payer, sur le champ, la contribution d'un mineur politique de la commune qui prendra le lieu et place du délinquant.

Pendant la durée des élections, les citoyens politiques seront inviolables, hors le cas de flagrant délit.

(1) « On ne peut désirer le scrutin secret que lorsqu'on croit qu'un homme pourrait avoir peur de voter selon sa conscience. Quand on a cette crainte, il y a un despotisme dans la société ».

(*Pacte social*, t. 1, p. 138)

Ne pourront être désignés comme électeurs du second degré les employés nommés et payés par le pouvoir exécutif et les ministres des différents cultes (1).

De plus, tout citoyen politique élu par le peuple ne pourra être employé par le pouvoir exécutif sans renoncer à ses fonctions électives ; seuls, ne seront pas soumis à cette règle, les ministres, ambassadeurs et généraux en chef.

§ II. Pouvoir exécutif

I. LE CHEF DE L'ÉTAT

Le pouvoir exécutif aura un représentant unique, — héréditaire ou élu, mais momentanément héréditaire, — qui gouvernera par l'intermédiaire de ministres. Ce représentant du pouvoir exécutif devra être vénéré et aimé :

Il devra être vénéré sous peine de voir la loi méprisée ; aussi, évitera-t-il de se trouver matériellement « mêlé aux masses » qui ont tendance à juger « les faits par les faiblesses de l'homme » quand elles voient ce dernier de près, tandis qu'elles les jugent « sainement » quand elles voient l'auteur de ces faits dans une position élevée qui impose à leur imagination et ne leur permet pas d'être distraites « des résultats qui les frappent » (2). D'autre part, le chef

(1) L'incompatibilité qui existe entre l'exercice du mandat d'électeur et la charge de ministre d'un culte s'explique par les soins exclusifs que le ministre du culte doit consacrer « à diriger les sentiments religieux de ses frères ».

2) Cette nécessité d'être vénéré s'impose à tous les chefs de gouvernement, d'où qu'ils tiennent leurs pouvoirs. Mais comme un chef héréditaire peut être privé des qualités intellectuelles et morales, sources ordinaires de la vénération, il devra chercher à inspirer celles-ci par les « qualités extérieures » d'une représentation luxueuse et, en conséquence, avoir un train de maison fastueux qui frappe l'imagination populaire.

de l'Etat devra être aimé, et le moyen de lui attirer l'affection des membres de la société, sera de ne le charger que de l'exécution générale des lois et d'abandonner le soin de l'application locale aux élus du peuple ; de cette façon, le chef de l'Etat ne sera pas rendu responsable des injustices qu'entraîne l'application locale des lois, et si ces lois ont d'heureux effets, le mérite lui en sera rapporté.

A l'époque de l'« émancipation » du peuple, où Colins place l'établissement du pacte social, l'hérédité du chef du pouvoir exécutif s'imposera, l'éducation politique des citoyens n'étant pas encore commencée et ne devant résulter que de l'exercice du droit de vote, appliqué d'abord à la désignation des exécuteurs locaux de la loi. Faite par le peuple souverain lui-même, l'élection du chef de l'Etat serait, à ce moment, sujette à beaucoup d'inconvénients.

Le pouvoir exécutif sera donc héréditaire (1) — et « de mâle en mâle par ordre de primogéniture ».

Sa destination naturelle étant, d'une part, de combattre les despotismes extérieurs, d'autre part, de « combattre les germes d'anarchie, toujours existants à cause des passions inhérentes à l'homme », le chef du gouvernement nommera aux commandements des armées de terre et de mer, — déclarera la guerre avec l'approbation préalable du Sénat, — fera les traités de paix avec l'approbation postérieure du Sénat, et ceux d'alliance et de commerce avec l'approbation postérieure du pouvoir législatif tout entier ; — il nommera à tous les emplois à l'étranger et

(1) Quant au choix de la famille qui bénéficiera du droit héréditaire de fournir le chef du gouvernement, Colins le déclare indifférent.

pourvoira à l'exécution générale du pacte et des lois. — Responsable, il choisira lui-même ses ministres.

Lorsque, sous un règne, trois ministères auront été condamnés, le Sénat et la Chambre des Députés nommeront chacun une commission pour accuser le chef du pouvoir exécutif devant la cour suprême et faire juger, s'il y a lieu, à responsabilité de sa part. En cas d'affirmative, le chef du pouvoir exécutif sera déposé ; si l'accusation est rejetée, il sera remis en jugement chaque fois que, par la suite, un ministère sera condamné.

S'il est soupçonné de trahison, l'initiative de l'accusation appartiendra à 1/10 des membres de l'une des deux Chambres et elle devra être signée et publiée par eux. Si l'accusation est admise par les Chambres, des commissions seront nommées qui la suivront devant la cour suprême, laquelle prononcera la déposition du chef de l'Etat ; les Chambres réunies statueront sur la peine. Le chef déposé et condamné pourra toujours adresser un recours en grâce au peuple, représenté par les conseils de département, mais seulement pour la peine qui accompagnera la déposition.

Celle-ci n'interrompra pas l'ordre de succession au pouvoir. En cas de minorité de l'héritier présomptif, un régent sera nommé par la cour suprême : elle le choisira parmi les trois candidats dont le Sénat aura retenu les noms sur une liste de cinq personnes présentée par la Chambre des Députés.

Il y aura encore lieu à régence en cas d'interdiction du chef de l'Etat pour cause d'incapacité mentale, et en cas d'extinction de sa famille. Cette dernière éventualité entraînera, en outre, une révision du pacte, et la question de l'hérédité du pouvoir se posera à nouveau. Après discus-

sion, la solution qui aura été donnée à cette question, sera soumise à l'acceptation individuelle des majeurs politiques. Si l'hérédité est maintenue, la désignation du nouveau souverain se fera dans les mêmes formes que la nomination du régent et cette désignation sera, elle aussi, soumise à l'approbation des majeurs politiques, mais, cette fois, représentés par les conseils de département.

Le Chef de l'Etat aura une liste civile de six millions. Il n'aura que la jouissance de son domaine privé qui ne lui rapportera aucun revenu, mais ne lui imposera aucune charge, les frais d'entretien incombant à la société. Il ne pourra faire aucun envoi de fonds à l'étranger sous peine de déchéance. Chacun de ses enfants recevra, à sa majorité, une constitution de rente sur l'Etat de deux millions de capital, — soit 100.000 francs de rente, — inaliénable et insaisissable pendant un siècle. A la mort du Chef de l'Etat, sa veuve continuera à jouir de son mobilier et recevra une pension viagère de 200.000 francs. Quand elle mourra, son héritage, comme celui du chef du pouvoir exécutif, reviendra à la société.

2. LES MINISTRES

Les ministres, avons-nous dit plus haut, seront nommés par le chef de l'Etat, en qui se trouvera centralisée la « volonté gouvernementale ». Leur rôle consistera à gouverner, c'est-à-dire à « diriger le pouvoir exécutif ». Toute délibération émanant d'eux aura dû être prise en conseil et, avant de devenir exécutoire, devra être approuvée par le chef du gouvernement, qui ne paraîtra jamais au conseil.

Chaque ministre nommera aux emplois de son ministère et sera responsable des actes dont l'initiative légale lui

appartiendra, de même que le ministère tout entier sera responsable des actes qu'il aura décidés après consentement unanime de ses membres. Cette responsabilité particulière ou collective pourra donner lieu, devant la Chambre des députés, à une mise en accusation d'un ou de plusieurs ministres, intentée soit par 1/10 des membres de cette chambre, soit par le chef de l'Etat. Le Sénat sera juge de l'accusation et prononcera, par oui ou par non, sur la culpabilité. En cas d'affirmative, se posera la question intentionnelle ; celle-ci sera tranchée par la cour suprême : si le ou les ministres sont reconnus avoir agi intentionnellement, ils seront condamnés à mort ; si, au contraire, leur bonne foi est évidente, ils seront seulement destitués et condamnés à deux années d'emprisonnement.

Condamnés à mort, ils pourront recourir en grâce devant le peuple représenté par les conseils de département, mais, même graciés, ils demeureront cependant condamnés à cinq années d'emprisonnement.

Lorsque trois lois présentées par un ministère auront été rejetées, ce ministère sera dissous et aucun de ses membres ne pourra plus, pendant un an, être nommé ministre.

Le président du conseil touchera 100.000 francs de traitement et chaque ministre 50.000 francs ; ils auront en outre la jouissance d'un logement complet.

§ III. Pouvoir législatif

Le pouvoir législatif se composera de deux assemblées : d'une chambre des députés et d'un sénat.

Tous les citoyens politiques, de 21 à 40 ans, prendront part à la désignation des électeurs qui nommeront les députés, et seront éligibles. Chaque département aura droit

à un député par 100.000 habitants et par fraction supérieure à 50.000.

Quant aux membres du Sénat, ils seront nommés par les électeurs choisis par les citoyens politiques âgés de plus 40 ans. Il y aura, dans chaque département, un sénateur par 200.000 habitants et par fraction supérieure à 100.000.

Les électeurs nommeront, en outre, autant de suppléants que de députés et de sénateurs. Les suppléants seront admis aux séances des chambres et siégeront en cas de mort, démission ou congé « des membres de la députation ». Leur tour de remplacement sera déterminé par le nombre de voix qu'ils auront obtenues.

Le mandat législatif aura une durée de quatre années et le renouvellement de chaque chambre aura lieu partiellement tous les ans.

Comme « il est indispensable que, chez les représentants du pouvoir, l'intérêt soit toujours d'accord avec la conscience (1) », députés et sénateurs toucheront une indemnité pécuniaire : elle sera de 20.000 francs pour les sénateurs et de 10.000 francs pour les députés (2).

Les chambres nommeront leurs présidents et leurs officiers. Elles se réuniront, chaque année, en session ordinaire, le 1^{er} novembre ; cette session se prolongera jusqu'au 1^{er} avril de l'année suivante. A l'ouverture et à la clôture, le chef du pouvoir exécutif présentera un rapport sur la

(1) *Pacte social*, t. II, p. 423.

(2) S'ils n'étaient point « salariés », les députés et sénateurs ne pourraient être choisis que parmi les riches ou parmi les « fripons corruptibles ou déjà corrompus » ; ce qui serait consacrer soit le despotisme de la richesse, soit le despotisme de l'immoralité.

situation tant intérieure qu'extérieure. Les sessions extraordinaires se tiendront à la demande du pouvoir exécutif ou de la cour suprême.

Dans chaque chambre, la liberté de la tribune sera illimitée. L'expulsion d'un membre de l'une des chambres pourra être prononcée par les $\frac{3}{4}$ des membres de cette chambre, mais pas deux fois pour le même motif.

Députés et sénateurs jouiront de l'immunité parlementaire pendant la durée des sessions, six semaines avant et six semaines après.

Leurs votes ne seront jamais secrets. Les discours écrits ne pourront être lus, mais les membres de la chambre et du sénat pourront déposer sur le bureau de leur assemblée leur opinion imprimée et « y attacher l'inviolabilité de la tribune ».

Les débats des chambres seront publics pour les majeurs politiques. Chaque assemblée ne pourra délibérer que si les $\frac{3}{4}$ de ses membres, plus un, sont présents. Si ce quorum n'est pas atteint, les membres qui siégeront auront le droit de « censurer les absents », de les faire citer, de les condamner à l'amende et même de les déclarer démissionnaires, en cas de récidive.

Le droit d'initiative appartiendra aux chambres concurremment avec le pouvoir exécutif : pour l'exercer, le concours d'un dixième des membres de chaque chambre sera nécessaire.

A l'ouverture des sessions, les députés et sénateurs se partageront en deux sections, l'une dite ministérielle, et l'autre de l'opposition. Chacun d'eux se fera inscrire à l'une d'elles et pourra passer à volonté de l'une à l'autre. Lors du dépôt d'un projet ou d'une proposition de loi, ces sec-

tions nommeront chacune une commission, aux fins d'étude. La discussion publique d'une proposition n'aura lieu qu'un mois après sa présentation, à moins qu'il n'y ait eu déclaration d'urgence.

Une loi votée par les chambres pourra se heurter au veto du pouvoir exécutif refusant de la sanctionner. Dans ce cas, cette loi fera l'objet d'une nouvelle discussion et, si elle est adoptée à nouveau par les chambres, elle devra désormais être sanctionnée par le chef de l'Etat. Encore, ne sera-t-elle « exécutive » qu'après avoir été déclarée par la cour suprême non contradictoire au pacte. Si elle était déclarée en opposition avec le pacte, elle serait renvoyée devant les chambres avec les observations de la Cour suprême, et si elle passait néanmoins, dans chaque chambre, à la majorité des $\frac{2}{3}$ des voix, sans qu'il ait été tenu compte des observations de la Cour suprême, chambres et Cour suprême seraient, de plein droit, dissoutes comme conséquence de ce conflit et des élections auraient lieu quinze jours après.

A l'ouverture d'une session, les chambres reprendront leurs travaux au point où ils en étaient restés à la clôture de la session précédente, sauf dans le cas d'une dissolution.

Les codes Napoléon, qui forment la base de la législation française, seront révisés au cours de la première session qui suivra l'acceptation du pacte, et le seront à nouveau à chaque revision du pacte.

Les ordonnances rendues par le pouvoir exécutif, en exécution de la loi, seront soumises aux chambres.

§ IV. Branche administrative

Le pouvoir exécutif ne sera chargé d'assurer que l'exécu-

tion générale du pacte et des lois. L'application de celles-ci aux localités et aux individus sera confiée à des corps élus, conseils municipaux, d'arrondissement et de département, dont l'organisation sera la suivante :

1. CONSEIL MUNICIPAL

Les conseillers municipaux, maire et adjoints, au nombre de 3 à 30 dans chaque commune, seront élus par les citoyens politiques de cette commune qui seront ou auront été mariés (1), et devront eux-mêmes présenter cette qualité. Leurs fonctions seront honorifiques.

Le conseil municipal aura, dans ses attributions, la rédaction des actes de l'état-civil, l'inscription à la matrice communale des majeurs et des mineurs politiques, la répartition individuelle de l'impôt, l'organisation de la force protectrice non soldée et le règlement de toutes les questions d'administration communale.

Présidé par le maire, le conseil municipal se réunira une fois par semaine. Il pourra être convoqué extraordinairement. Ses séances seront publiques.

Les recettes du budget communal comprendront les centimes additionnels aux impôts directs, les revenus de l'octroi municipal et les revenus des propriétés communales.

Le maire nommera aux emplois non électifs nécessaires à l'administration de la commune.

(1) « Pour contribuer rationnellement à l'administration de la commune, de la cité, famille collective élémentaire, il faut connaître la famille domestique : et pour la connaître, il faut, soi-même, être ou avoir été chef de famille ».

« Pour jouir de l'exercice rationnel des droits politiques, il faudra donc être ou avoir été marié ».

(*Qu'est-ce que la Science sociale ?* t. iv, p. 86. Discussion contradictoire)

Un conseil municipal pourra être accusé par le préfet devant le conseil de département ; et ce dernier pourra l'admonester ou le dissoudre, s'il y a lieu, auquel cas le préfet nommera, provisoirement, jusqu'aux élections suivantes, un nouveau conseil.

2. CONSEIL D'ARRONDISSEMENT ET SOUS-PRÉFET

L'arrondissement ne sera pas une unité politique proprement dite, mais, « une unité de transition » pour passer de l'élection directe, dont sont issus les conseils municipaux, à l'élection « médiate » sur laquelle reposeront les conseils de département (1). Il ne devra comprendre « que l'étendue et le nombre d'habitants que peut comporter l'élection directe », c'est-à-dire que les citoyens politiques qui en feront partie devront « pouvoir se connaître et se juger sous les rapports de famille qui doivent servir de base à la confiance et à l'estime publique » (2).

Dans chaque arrondissement, il y aura un conseil composé de 10 à 20 membres et présidé par un sous-préfet ; les membres de ce conseil et le sous-préfet seront nommés, par votes publics et signés, par les citoyens politiques de l'arrondissement.

Le sous-préfet, élu pour quatre ans et rééligible, sera salarié par l'arrondissement ; par contre, les fonctions de conseiller d'arrondissement seront purement honorifiques.

(1) Un pacte national ne peut reconnaître que trois ordres d'unités politiques réelles : la commune, agrégat de familles naturelles, — le département, groupe de communes situées dans un rayon déterminé « d'après la possibilité d'administrer localement », — et la nation, réunion de départements.

(2) *Pacte social*, t. 1, p. 275.

Le sous-préfet nommera aux emplois non électifs de l'arrondissement.

Le conseil d'arrondissement sera chargé de recevoir et d'examiner toutes les délibérations et demandes des conseils communaux, — de transmettre à ceux ci les décisions du conseil de département les concernant, — de conserver un duplicata de tous les actes communaux, — de veiller à la régularité de l'élection des juges de première instance et des jurés, — enfin, d'établir le budget de l'arrondissement.

Les recettes de ce budget seront à la disposition du conseil ; elles consisteront en centimes additionnels aux impôts directs et en revenus des propriétés de l'arrondissement.

Le conseil d'arrondissement se réunira le premier jour de chaque mois et restera assemblé jusqu'à ce que toutes les affaires soumises à son examen aient été tranchées. Il pourra être convoqué extraordinairement par le sous-préfet. Ses séances seront publiques.

Il pourra être accusé par le préfet devant le conseil de département, être admonesté ou même dissous. En cas de dissolution, le préfet nommera un nouveau conseil et un nouveau sous-préfet qui resteront en fonctions jusqu'aux élections suivantes.

3. CONSEIL DE DÉPARTEMENT ET PRÉFET

Le conseil de département et le préfet seront nommés, au vote public et signé, par les électeurs choisis par les citoyens politiques du département. Les conseillers, au nombre de 40 à 100, seront, comme le préfet, salariés par le département ; le traitement du préfet sera fixé, tous les dix ans, par le conseil ; celui des conseillers le sera, la

première fois, par la cour suprême, puis, par la suite, tous les dix ans par le conseil lui-même avec l'approbation de cette cour, dans la quinzaine qui précédera les élections générales où le conseil sera renouvelé en entier.

Les attributions du conseil de département consisteront dans l'inscription à la matricule départementale des majeurs et des mineurs politiques, — dans la répartition de l'impôt par communes, — dans l'organisation de la force protectrice non soldée, — dans l'administration départementale en général, — dans l'établissement du budget départemental dont les recettes proviendront des centimes additionnels aux impôts directs et des revenus des propriétés du département. Ces fonds seront à la disposition du conseil, sauf responsabilité devant la cour suprême pour abus de pouvoir.

Le préfet présidera le conseil départemental et exécutera ses décisions. Il sera élu pour quatre ans et rééligible.

Le conseil s'assemblera chaque année, le 15 septembre et le 15 avril et se séparera le 1^{er} décembre et le 1^{er} juin. Dans l'intervalle des sessions, c'est le préfet qui tranchera les questions administratives dont la solution sera urgente, après avoir pris l'avis d'un conseil administratif composé de cinq membres choisis par lui parmi les conseillers départementaux.

Le président du conseil des ministres pourra accuser un conseil départemental devant la cour suprême, qui pourra l'admonester ou le dissoudre, s'il y a lieu. En cas de dissolution, le président du conseil des ministres nommera provisoirement, jusqu'aux élections suivantes, de nouveaux conseillers et un nouveau préfet. Réciproquement, un conseil de département pourra attaquer le conseil des

ministres devant la cour suprême pour non exécution d'une loi intéressant le département.

Accord du Pouvoir exécutif avec le Pouvoir administratif

En cas de conflit entre le pouvoir exécutif général et un pouvoir exécutif local, le premier sera représenté par le conseil des ministres et le second par un comité formé de sa délégation représentative, c'est-à-dire de ses sénateurs et députés.

Mais entre pouvoirs locaux et pouvoir général, il y aura, outre ces rapports anormaux, un contact permanent : dans chaque département, siègera un commissaire du pouvoir exécutif nommé par le président du conseil des ministres et portant le titre de délégué ; il sera l'intermédiaire entre les différents ministres et le conseil de département. — Dans les arrondissements seront établis des subdélégués qui correspondront avec le délégué, et dans les communes des subdélégués communaux nommés par le délégué de département. Tous ces commissaires, chacun dans sa circonscription, seront appelés à donner leur avis sur la conformité avec la loi de toute mesure administrative.

Les délégués départementaux et les subdélégués d'arrondissement seront salariés par le gouvernement, qui fixera leur traitement pour dix ans avec l'approbation du sénat. Les emplois de subdélégués communaux, eux, seront simplement honorifiques.

Lorsqu'un délégué dénoncera à un ministre un acte d'un conseil départemental, il citera ce conseil devant la cour d'appel du département agissant comme tribunal de conci-

liation. En cas de non conciliation, si le délégué persiste à suivre la plainte, la cour y ajoutera, dans les trois jours, son avis sur ce qu'elle croira conforme à l'esprit de la loi, puis, sur le rapport du ministre qui aura reçu la plainte, le conseil des ministres annulera celle-ci ou la poursuivra devant la cour suprême.

§ V. Branche judiciaire politique

Cette branche du pouvoir judiciaire n'aura qu'un représentant unique, la cour suprême. Les attributions de celle-ci consisteront à « conserver l'inviolabilité du pacte » et à juger les différends qui s'élèveront entre les autres branches du pouvoir.

Le nombre des membres de cette cour sera égal à la moitié du nombre des sénateurs. Leur nomination se fera de la manière suivante : la chambre des députés désignera trois candidats pour chaque siège à pourvoir, et cette désignation aura lieu — à la simple majorité des voix pour les candidats pris, hors la chambre des députés, parmi les sénateurs, les conseillers à la cour de cassation, les ministres, les lieutenants généraux et les préfets, — et à la majorité des $\frac{3}{4}$ des voix pour les candidats pris dans le sein même de la chambre des députés ou parmi les citoyens politiques. — C'est sur cette liste de candidats que le sénat choisira les membres de la cour suprême, qu'il nommera à la majorité des voix (1).

(1) Toutefois, les candidats membres du Sénat ne seront nommés que s'ils réunissent, sur leur nom, une majorité des $\frac{2}{3}$ des voix.

Les membres de la cour suprême seront inamovibles (1).

La cour suprême fera elle-même ses règlements, qui seront soumis à l'approbation du pouvoir législatif sous forme de loi et renouvelés tous les dix ans. Elle travaillera par sections pour les spécialités ; les votes émis seront publics et signés.

Le traitement des membres de la cour suprême sera de 30.000 francs par an.

Tel sera l'organe chargé de veiller aux intérêts politiques, à la conservation du pacte. A une autre branche du pouvoir judiciaire, la branche judiciaire législative, sera confié le soin de sauvegarder les intérêts domestiques et d'assurer le respect de la loi.

§ VI. Branche judiciaire législative

Elle comportera quatre degrés de juridiction auxquels correspondront : les tribunaux de paix, les tribunaux de première instance, les tribunaux d'appel et le tribunal de cassation.

I. TRIBUNAUX DE PAIX

Le juge de paix et ses assesseurs, au nombre de deux à dix, — nombre fixé, pour chaque commune, par la cour d'appel, — seront nommés pour cinq ans par les citoyens politiques de la commune. Ils seront chargés, dans les

(1) En principe seulement, puisque la cour pourra être dissoute par une loi, dissolution qui entraînera de droit la dissolution des chambres. D'après Colins, l'inamovibilité consiste seulement « dans la certitude morale, pour le titulaire d'un emploi, qu'il le conservera aussi longtemps qu'il en sera digne ».

(*Pacte social*, t. I, p. 322)

limites de leur compétence, de déclarer les faits et d'appliquer les codes.

2. TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE

Le tribunal de première instance se composera de deux éléments : d'un jury chargé de « déclarer le fait » et de juges chargés d'appliquer les codes.

A. *Jury.*

Tous les ans, le conseil de département, sur la demande de la cour d'appel, fixera, pour chaque arrondissement, le nombre des jurés : ceux-ci seront nommés par les citoyens politiques de l'arrondissement aux élections annuelles.

Tous les quinze jours, on tirera au sort, sur la liste générale, 36 noms de jurés avec un nombre de suppléants suffisant. Les jurés qui auront déjà siégé ne pourront être remis sur la liste que lorsqu'elle sera épuisée.

Le demandeur, puis le défendeur, écarteront successivement chacun 12 des jurés figurant parmi les 36. Les jurés restants « déclareront les faits », par oui ou par non, en réponse aux questions posées par le tribunal. En matière civile, la déclaration du jury s'établira à la simple majorité des voix, et quand les voix s'équilibreront, le tribunal déclarera le fait. En matière criminelle, la déclaration n'aura lieu qu'aux $3/4$ des voix.

Souveraine pour le fond, la déclaration du jury sera susceptible d'appel pour inobservation des formes, et, en cas d'annulation, le fait sera soumis à un nouveau jury de la même localité.

B. *Tribunal d'application.*

Les juges de première instance seront nommés par les citoyens politiques de l'arrondissement, parmi tous les

avocats de la circonscription nationale (1). Ils seront inamovibles. Leur rôle consistera à appliquer le pacte domestique et les lois qui l'interprètent aux faits déclarés par le jury. On pourra en appeler de leurs décisions devant les cours d'appel.

3. TRIBUNAUX D'APPEL

Les juges des cours d'appel seront nommés par les juges de première instance du département parmi tous les juges de première instance de la circonscription nationale ; — et seront inamovibles.

Les cours d'appel réformeront ou confirmeront les décisions des tribunaux de première instance ; elles spécifieront les cas où le jugement défectueux serait dû à l'obscurité de la loi (2).

Les décisions des cours d'appel seront elles-mêmes susceptibles d'appel devant la cour de cassation.

4. COUR DE CASSATION

La cour de cassation aura pour attributions de veiller à ce que les formes judiciaires prescrites par le pacte comme garantie des droits des individus soient observées, — et d'examiner les pourvois qui lui seront adressés contre les décisions des cours d'appel.

Elle se composera de délégations judiciaires départementales : chaque département enverra un nombre de

(1) L'admission au barreau sera subordonnée à des conditions de capacité et d'instruction qui garantiront aux citoyens que les avocats possèdent les connaissances nécessaires à l'exercice de leur profession.

(2) Dans ce cas une modification de la loi en question serait alors demandée à la prochaine session législative.

délégués égal au nombre de ses sénateurs ; ces délégués seront choisis par les juges de première instance et les juges des cours d'appel parmi tous les juges des cours d'appel de la circonscription nationale.

La cour de cassation comprendra douze sections égales en nombre, suivant une répartition faite par une loi qui sera révisée tous les dix ans. Les causes seront portées devant la section à laquelle appartiendra la délégation du département où elles auront été jugées. Dans les trois jours qui suivront le prononcé d'un arrêt, 1/4 des membres de la section qui l'aura rendu pourra appeler de cette décision aux sections réunies.

Les traitements des membres de la cour de cassation seront : de 20.000 francs pour les premiers présidents et le procureur général, de 18.000 francs pour les présidents de section et le premier avocat général, et de 15.000 francs pour les conseillers et avocats généraux.

Délégués judiciaires. — Aux tribunaux de l'ordre judiciaire domestique seront attachés des délégués chargés de « poursuivre tous les crimes ou délits commis dans la circonscription, d'éclairer le tribunal autant qu'il est en eux et de donner leurs conclusions sur chaque cause en conformité avec le pacte ». Ces délégués seront nommés à la majorité des voix, parmi les avocats, les juges ou les délégués d'un tribunal inférieur, par le tribunal auquel ils ressortiront ; ce tribunal pourra les révoquer à une majorité des 3/4 des voix.

Tous les tribunaux, dont la constitution vient d'être présentée, ne prendront jamais de vacances ; — ils nommeront et révoqueront tous les employés qui leur seront

nécessaires comme greffiers, huissiers ou autres ; ils nommeront, en outre, annuellement, leurs présidents et vice-présidents.

A l'âge de 63 ans, les juges prendront leur retraite et conserveront, avec le titre de juges honoraires, la totalité de leurs appointements, s'ils ont trente années de magistrature.

Juridiction Commerciale

A côté de la juridiction civile et criminelle fonctionnera une juridiction commerciale qui, comme les tribunaux de première instance, comprendra deux éléments : un jury et des juges.

Tout majeur d'âge, payant 50 francs d'imposition commerciale, participera à la formation des tribunaux de commerce et y sera éligible. (1).

Les électeurs commerciaux, dans chaque circonscription (2), nommeront, à l'époque des élections générales, les jurés dont le nombre sera fixé par le conseil de département sur la demande de la cour d'appel.

Quant aux juges, ils seront nommés pour deux ans et renouvelés par moitié annuellement.

Les jurés « déclareront les faits commerciaux » auxquels les juges appliqueront le code.

Les jugements en matière commerciale seront sans appel

(1) Une loi déterminera les objets de la richesse mobilière productive qui seront déclarés commerciaux et les circonstances qui les rendront tels. Cette loi sera révisée tous les dix ans.

(2) Les circonscriptions commerciales seront déterminées et les sièges des tribunaux de commerce désignés par les conseils de département avec l'approbation de la législature.

dans certaines limites au delà desquelles les parties pourront se pourvoir devant les cours d'appel ou la cour de cassation.

Il n'y aura plus d'agents de change ni de courtiers de commerce.

Défense des parties

Devant tout tribunal, chaque partie pourra exposer elle-même sa cause ou la faire présenter par un défenseur de son choix (1). Les prolétaires, mineurs politiques, trouveront des défenseurs dans les conseils de défense établis près des tribunaux de première instance, des cours d'appel et de la cour de cassation. Voici comment ces conseils seront constitués : aux élections générales, les prolétaires majeurs d'âge nommeront, parmi les avocats de l'arrondissement, un conseil de défense près le tribunal de première instance ; — les membres des conseils de défense d'arrondissement nommeront, à leur tour, parmi les avocats du département, un conseil de défense pour les prolétaires près la cour d'appel ; — enfin, les membres des conseils de défense d'arrondissement et de département nommeront un conseil de défense près la cour de cassation. Les fonctions de membres de ces différents conseils seront purement honorifiques.

Au privilège d'être défendus gratuitement s'ajoutera, pour les prolétaires, l'exemption, sauf devant les tribunaux de paix, de tous frais de procédure (2). Le tarif de ces frais sera établi par une loi qui sera révisée tous les dix ans.

(1) Le corps des avoués sera supprimé.

(2) Les prolétaires pourront toutefois encourir des amendes lorsqu'ils engageront des procès témérement ou de mauvaise foi.

Peines

Toute peine infamante sera abolie ainsi que tout châti-
ment corporel : en conséquence la peine de mort sera
supprimée, ou, du moins, ne sera plus applicable qu'aux
ministres déclarés coupables par le Sénat (1). Le pouvoir
exécutif pourra toujours faire remise d'une peine infligée
par un jugement.

Notariat

Nous en avons fini avec l'organisation politique, au sens
large du mot, de la société nouvelle, quand nous aurons
parlé des notaires. Ces fonctionnaires seront chargés de
rédiger, « selon le pacte et les lois, les actes contenant la
volonté des individus ».

Dans chaque commune, il y aura un ou plusieurs notai-
res : le nombre en sera fixé par le conseil de département.
Ils seront nommés parmi les avocats de la circonscription
nationale, par les citoyens politiques de la commune où ils
seront appelés à résider, — et ils jouiront de l'inamovi-
bilité.

Dans chaque arrondissement, il y aura un notaire arron-
dissemental, — nommé par les citoyens politiques de l'ar-
rondissement : il sera chargé de conserver un duplicata de
tous les actes passés dans la circonscription, et exercera,

(1) L'abolition de la peine de mort s'impose à toute société libre, c'est-à-dire
morale : il faut, dit Colins, laisser au criminel la possibilité d'expier son crime,
puisque la justice absolue qui est Dieu lui laisse bien le temps, non seulement
d'expier, « mais encore de mériter autant que tel autre qui jamais n'aura été cou-
pable ».

(*Pacte Social*, t. 1, p. 373)

sur les notaires communaux, un pouvoir de discipline réglé par une loi. — Les notaires seront sous la surveillance et la juridiction immédiate des cours d'appel : ils pourront être suspendus ou destitués sur la déclaration d'un jury tiré au sort parmi les avocats de la circonscription nationale.

Telle sera, d'après Colins, l'organisation politique, judiciaire et administrative de la société nouvelle. Il nous reste à présenter la critique générale du système de l'auteur du *Pacte Social* : c'est ce que nous ferons en manière de conclusion à la présente étude.

CONCLUSION

Nous avons dit, dans l'introduction de cette étude, que Colins attachait une grande importance à ses vues philosophiques et historiques, et, de fait, leur exposé tient, dans ses ouvrages, une place considérable. Bien moindre est celle qu'occupe la description de l'organisation économique et sociale dont sera dotée la « société nouvelle ». Colins se contente de quelques pages pour présenter cette organisation, tandis que, sans aucun souci de la composition, il ressasse, à tout venant, au cours de ses vingt et un volumes, ses idées sur l'origine du monde, sur l'âme, sur la vie de l'humanité...

Or ces idées trahissent, comme le fait remarquer E. de Laveleye (1), « le défaut d'études spéciales » de l'auteur du *Pacte social* : il est étrange de trouver, dans le même exposé philosophique, à la fois la négation de Dieu et l'affirmation de l'existence de l'âme, négation et affirmation qui semblent devoir s'exclure l'une l'autre et ne pouvoir se concilier au sein de la même théorie métaphysique ; — d'autre part, l'explication que Colins donne de l'origine de l'univers et de l'homme est facile, mais très arbitraire : la raison ne saurait voir dans la seule force inhérente à la matière, la cause première de toute chose ; — que penser aussi de la transmigration des âmes, présentée par Colins comme la condition indispensable pour assurer la sanction

(1) *Le Socialisme Contemporain*, p. 288 (4^e édition, Alcan).

des actions humaines, sinon que c'est, là encore, une hypothèse toute gratuite, et que l'on conçoit parfaitement l'âme récompensée ou punie, après la mort de l'organisme auquel elle était unie, par des jouissances ou souffrances endurées dans sa substance propre, sans union nouvelle avec un autre organisme.

Aussi bien la conception que Colins se fait de l'histoire humaine ne s'impose-t-elle en aucune façon à notre raison, et il est permis de trouver quelque peu « primaire » cette affirmation que la religion n'a été qu'un moyen d'ordre social mis en œuvre à certaines époques de l'histoire de la société humaine, par les chefs de cette société. Ne peut-on pas, également, s'inscrire légitimement en faux contre cette idée que les « prolétaires » sont actuellement plus malheureux que ne l'étaient les esclaves de l'antiquité et les serfs du moyen âge ?...

Mais ce sont là critiques n'atteignant que les fondements du système colinsien. A ce système lui-même, on peut reprocher d'être incomplet, imprécis, et de poursuivre un but en n'indiquant, pour l'atteindre, que des moyens d'efficacité douteuse.

Voulant transformer radicalement le régime économique alors en vigueur dans tous les pays, Colins devait envisager successivement chaque branche de la production et dire comment, en chacune de ces branches, le travail serait désormais réglé en vue d'assurer à la population tout ce dont elle peut avoir besoin. Or, dans ses ouvrages, il n'est question que de la production agricole et aucune allusion n'y est faite à la production industrielle, laquelle cependant ne sera vraisemblablement pas supprimée après que le sol aura été socialisé. Comment, dans la société nou-

velle, les mines seront-elles exploitées ; dans quelles conditions la transformation des produits de toutes espèces aura-t-elle lieu, c'est ce que nous nous demandons, sans trouver, sur tous ces points, réponse dans l'œuvre de Colins. C'est là, dans une œuvre de ce genre, une lacune capitale.

Incomplet, le système colinsien est, par ailleurs, imprécis : il annonce, par exemple, la socialisation du sol et d'une partie des capitaux, mais ne désigne pas quels sont ces capitaux qui, avec le sol, deviendront propriété collective. C'est ainsi encore qu'il laisse ignorer à quel groupe social, — commune, Etat, humanité, — s'applique le mot collectivité fréquemment employé ; — ainsi, encore, qu'il traite d'une manière assez vague la question des impôts, celle de l'amortissement de l'hérédité du sol... En général, du reste, on peut dire que Colins se contente le plus souvent de formuler une idée sans entrer dans le détail de son application.

Il lui arrive pourtant d'être explicite, mais c'est alors pour préconiser des mesures dont les effets ne paraissent pas devoir être ceux qu'il en attend. Le sol, dit-il, et « une partie des capitaux transmis par les générations passées » seront socialisés, mais les droits de tester, de donner entre vifs, d'hériter..., seront conservés... En ce cas, pensons-nous, si ces droits sont maintenus, le sol et les capitaux actuellement propriétés individuelles mettront bien longtemps à passer entre les mains de la collectivité !... D'autre part, ne pouvons-nous pas prévoir avec certitude que l'inégalité persisterait entre les hommes, même après la socialisation complète du sol ! : les terres n'ayant pas toutes la même fertilité, il arriverait forcément que des bailleurs

prospereraient et s'enrichiraient, tandis que d'autres, aussi intelligents et travailleurs, ne pourraient améliorer leur situation ou même s'appauvriraient, si bien que, sous le nouveau régime économique, comme sous l'ancien, il y aurait probablement des riches et des pauvres. Est-ce donc que le moyen indiqué par Colins pour faire régner l'égalité entre les hommes n'avait pas la vertu qu'il lui prêtait ? Il nous est permis de le supposer. Le tableau que Colins a tracé de la société future, — travail de courte durée, salaire élevé, services publics fonctionnant bien, fonctionnaires peu nombreux et bien payés, etc... est, certes, séduisant, mais les affirmations de l'auteur du *Pacte social* ne suffisent pas à nous convaincre que la réalité y correspondrait parfaitement.

Quant à ses idées pédagogiques, elles sont vraiment originales ; reste à savoir si leur application donnerait des résultats pratiques très satisfaisants. Nous pouvons en dire autant de la réglementation du mariage futur.

Par contre, certaines des dispositions régissant l'organisation politique de la société nouvelle auraient, sans doute, elles, d'heureux effets : à citer, par exemple, les dispositions qui établissent une Cour suprême..., assurent, par l'élection, le recrutement de la magistrature tout en garantissant que les choix des électeurs se porteront sur des personnes capables... ; mais, à côté de ces dispositions très libérales, il en est d'autres quelque peu sévères ou contradictoires : témoin celle qui édicte la peine de mort contre les ministres reconnus coupables par le sénat..., et celle qui proclame l'inamovibilité des membres de la Cour suprême tout en décidant que cette Cour pourra être dissoute par une loi...

La lecture des ouvrages de Colins laisse l'impression d'un penseur sincèrement convaincu de la bonté et de la facilité d'application de son système. Il est vrai qu'il ne comptait pas être compris par la génération vivant à l'époque où il écrivait, mais, du moins, espérait-il que les générations futures sauraient apprécier ses idées et qu'elles s'en inspireraient. L'avenir n'aura pas répondu à son attente. Emile de Girardin le prévoyait, qui, en manière de consolation, écrivait, en tête du premier volume, *De la Justice...*, cette réflexion que nous citerons en terminant : « Notre avis n'est pas qu'il l'a trouvée (la vérité sociale) ; mais celui qui la cherche, s'il n'a pas le même succès, a le même mérite, à nos yeux, que celui qui la trouve. »

Vu :

Le Président de Thèse,

A. DESCHAMPS.

Vu :

Le Doyen,

P. CAUWÈS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

Bibliographie sur Colins ⁽¹⁾

- EMILE DE LAVELEYE. — *Le Socialisme Contemporain*. (Félix Alcan, 4^e édition, 1888).
- EDMOND VILLEY. — *Le Socialisme Contemporain*. (Guillaumin-Larose-Pedone, 1895).
- JOSEPH RAMBAUD. — *Histoire des Doctrines Economiques*. (Larose, Paris. — Effantin, Lyon, 2^e édition, 1902).
- DR. PAULA GUTZEIT. — *Die Bodenreform : Eine dogmen-geschichtlich-kritische studie*. (Leipzig, Verlag von Duncker et Humblot, 1907).
- EMILE VANDERVELDE. — *Le Socialisme Agraire ou le Collectivisme et l'Evolution Agricole*. (V. Giard et Brière, 1908).

(1) On s'est assez peu occupé de Colins, tout en se référant assez souvent à ses idées.

Pour ce qui est des écrits de Colins lui-même, V. *Suprà*, p. 10, n. 1.

Table des Matières

	PAGES
Introduction	9
Chapitre I. Bases du système Colinsien	13
§ I. Vues philosophiques	13
§ II. Vues sur l'histoire de la société humaine	19
Chapitre II. Organisation économique et sociale de la société nouvelle	27
Chapitre III. Organisation politique, judiciaire et administrative de la société nouvelle	57
Conclusion	81
Bibliographie	86

